

# rouge

hebdomadaire d'action communiste

## GISCARD ILLUSIONNISTE



# L'ESBROUFE

« Esbroufer » : étonner par de grands airs (familier).

Giscard d'Estaing ne lit sans doute pas le **Petit Larousse** avant de prendre ses décisions. Mais il ne fait pas mentir les définitions du célèbre dictionnaire.

L'opération poudre aux yeux d'abord. Elle fait long feu. Le « rajeunissement » de l'équipe ministérielle — au moment où on interdit toujours à la jeunesse le droit de vote — est flagrant : 2 mois de moyenne d'âge supplémentaire par rapport au précédent gouvernement. L'entrée de femmes au gouvernement ? Mme. Simone Veil succède à Marie Madeleine Dienesch dans le rôle de potiche. Des techniciens inconnus ? Le nouveau ministre de l'Éducation Nationale a été un des rédacteurs de la loi Fontanet réformant les études secondaires. Le ministre des Finances, Pierre Fourcade, fut pendant quinze ans le bras droit de Giscard rue de Rivoli, et le co-auteur de toute la politique financière.

Un gouvernement à l'image de la « volonté de changement exprimée dans le pays » : 7 PDG parmi les nouveaux ministres, dont — à tout seigneur, tout honneur — celui du Crédit Industriel et Commercial (premier groupe bancaire privé) aux Finances.

Un gouvernement à l'image de Giscard. Certainement. Des ministres que le Président pourra révoquer à loisir, avec d'autant moins de scrupules qu'on leur prépare une loi qui les autorisera à reprendre leurs fonctions parlementaires en cas de limogeage.

Un retour au libéralisme, avec la suppression des écoutes téléphoniques et la reconnaissance du droit d'asile ? C'est donc admettre que les gouvernements précédents, auxquels Giscard appartenait, ont gravement violé les libertés. Sous la responsabilité directe, d'ailleurs, de Raymond Marcellin, camarade de parti du nouveau Président. Comment croire une seconde qu'un Poniatowski, nouveau ministre de l'Intérieur, garantira ces libertés lorsqu'on se rappelle que pendant la campagne électorale les communistes étaient pour lui tous des « agents de l'est » en puissance ?

Et qu'un Lecanuet, ministre de la Justice, applaudissait les bombardements américains au Vietnam ?

Poudre aux yeux, esbroufe. Et ça s'appelle un gouvernement.

Il y a une chose, une seule, un tant soit peu sérieuse : l'opération Giscard-Chirac vise à accélérer le caractère présidentiel du régime, à hâter la mort d'une UDR qui n'a plus que 4 porte-feuilles (au lieu de 10 dans le gouvernement précédent). Il s'agit là d'achever l'œuvre entreprise en 69, lorsque Giscard avait appelé à voter Non au référendum, et Pompidou s'était déclaré candidat à la succession. Le premier, Giscard s'était fait l'artisan des volontés nouvelles d'une bourgeoisie, plus soucieuse d'efficacité que de prestige, de modernisation de ses structures économiques que du maintien des grandes traditions.

Le premier, Giscard avait compris que seul De Gaulle pouvait, fort de son prestige et de son assise populaire, donner au régime un caractère en apparence au-dessus des classes et des partis. Et qu'une fois De Gaulle disparu, il fallait remanier de fond en comble les structures politiques françaises. En commençant par la mise en place d'un gouvernement servile et singulièrement pâle, « brain trust » du nouveau Président.

Tout ça ne concerne pas la classe ouvrière, la jeunesse, et tous ceux qui veulent en finir avec l'UDR et ses ersatz. Derrière l'esbroufe, il y a un des plus forts taux de hausse des prix jamais enregistré : 5,9 % des prix de détail pour les quatre premiers mois de l'année, 18 % prévus pour l'année 74. Il y a des travailleurs immigrés gazés dans le commissariat de l'Opéra, quatre jours après la victoire de Giscard. Il y a la menace, de plus en plus explicite, de reconnaître la représentativité de la CFT dans les entreprises. Il y a, enfin, le grand soupir de soulagement d'un patronat qui trouve un regain d'insolence.

Dire que Giscard ne gouvernera pas, ce n'est pas se consoler. C'est affirmer dès maintenant que les conditions existent pour préparer un troisième tour. Qui ne se situera pas sur le terrain d'hypothétiques élections législatives — dont la seule fonction serait d'ailleurs d'aider Giscard à consolider sa nouvelle majorité sur les ruines de l'UDR. Mais qui devra se passer dans la rue et dans les entreprises.

## SOMMAIRE

- p. 3 — Le nouveau gouvernement
- p. 4 — Où va l'Union de la Gauche ?  
— Pour le droit de vote aux jeunes et aux immigrés
- p. 5 — Courrier des lecteurs : à propos du Quotidien
- p. 6 — La CGT et la CFDT après les élections
- p. 7 — Points chauds
- p. 8 — Lutttes ouvrières
- p. 9-12 — Dossier : l'énergie nucléaire
- p. 13 — La Yougoslavie
- p. 14 — Colonies portugaises : les accords de Londres
- p. 15 — Pour que le Portugal ne soit pas un nouveau Chili
- p. 16 — La grève des Protestants en Irlande  
— Il faut sauver le théâtre du Soleil
- p. 17 — Pourquoi un mouvement autonome de femmes
- p. 18 — Armée
- p. 19 — Armée
- p. 20 — Italie : les fascistes assassinent



les nouveaux barons :  
« par ici la bonne soupe ! »

« Vous serez étonnés » avait déclaré Giscard en annonçant la composition de son gouvernement.

C'est ainsi qu'après le premier conseil des ministres du gouvernement Chirac, nous apprenons qu'il n'y aura plus d'écoutes téléphoniques illégales et que les anciennes seront détruites. C'est donc qu'elles ont existé. Sous un gouvernement auquel appartenait Giscard et orchestrées par Raymond Marcellin, membre du parti de l'actuel président de la République. On nous dit également que la France va devenir une « terre d'asile ». C'est donc qu'elle ne l'était plus. Avec la bénédiction d'un gouvernement auquel appartenait Giscard et sous l'autorité d'un Marcellin responsable de dizaines d'interdictions de séjour, de centaines d'expulsions et co-auteur avec Fontanet d'une circulaire tristement célèbre limitant les droits des travailleurs immigrés. Eh bien, soit !

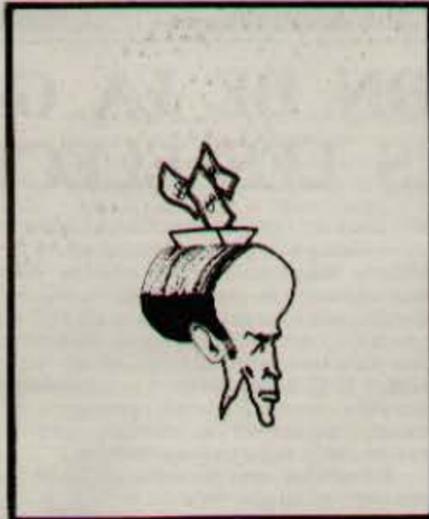
Nous vous prenons au mot, monsieur le prince Poniatowski. Etes-vous prêt à laisser entrer en France tous les révolutionnaires interdits de séjour ? E. Mandel, dirigeant de la IVème Internationale, Livio Maitan, trotskyste italien, Charles-André Udry, trotskyste suisse, Joe Hansen, trotskyste américain, Tariq Ali, trotskyste pakistanais ?

Bernadette Devlin, Cohn Bendit pourront-ils venir ou revenir dans notre pays ?

La police française va-t-elle cesser d'aider directement la police franquiste à chasser les militants basques et espagnols ?

Les travailleurs immigrés vont-ils pouvoir bénéficier des mêmes droits que les travailleurs français ?

La poudre aux yeux, nous soufflons dessus. Ce que nous attendons, ce sont des réponses concrètes à des cas concrets, qui sont légion après 16 ans de dictature gaulliste.



Elie Kagan

Exclusif :

## GISCARD DISSOUT L'UDR

Pour une surprise, c'est une surprise ! Giscard a « entendu l'immense rumeur du peuple français ». Il avait promis le changement et il tient ses promesses : Chirac, Lecanuet, Abelin, Poniatowski Galley, D'Ornano, JJ SS, rien que du neuf ! En tête de liste : Chirac ; dans les coulisses du pouvoir depuis 1962, ministre depuis 7 ans, a bien mérité de Giscard qui sait apprécier les coups de Jarnac. Comme le digne Valéry avait torpillé de Gaulle en 1969, Chirac a planté ses crocs dans les mollets de Chaban. De quoi s'étaler avant la dernière ligne droite.

La nomination de Chirac présente pour Giscard plusieurs avantages. D'abord, il n'a pas à redouter d'écarts de langage et d'initiatives intempestives. Plutôt que jeune loup, Chirac c'est plutôt le genre chien de garde. Il n'aboiera que sur ordre de son maître. Or, Giscard envisage ouvertement l'évolution présidentielle du régime. Finie la fausse dualité du pouvoir entre Matignon et l'Elysée. « C'est moi qui conduirai le changement » a affirmé Giscard. Plus qu'avant encore, le premier ministre sera un simple exécutant.

Mais ce caractère présidentiel accentué suppose une contrepartie : disposer d'une majorité sans faille à l'Assemblée. Il manque aux républicains indépendants, même alliés aux réformateurs et aux centristes, 120 députés pour avoir une majorité à la Chambre où l'UDR s'est taillée la part du lion en 1973. Il est clair que Giscard ne peut laisser se perpétuer une telle situation. Il lui faut casser l'UDR en tant que force parlementaire après l'avoir défaite comme force politique. La meilleure solution serait théoriquement des élections législatives anticipées où les candidats UDR se verraient opposer dans toutes les circonscriptions des centristes, républicains indépendants, réformateurs. Mais Giscard avait promis la stabilité, et même utilisé cet argument contre Mitterrand. Surtout, rien ne dit que la poussée de la gauche ne continuerait pas, en particulier dans le cas d'un climat social tendu.

mis l'UDR dans la merde : ceux qui ici me conspuent iront lécher les bottes de Chirac avant moi... On peut être certain que les bottes de Chirac n'ont pas fini de reluire. Le gros de l'UDR suivra. Même si une trentaine de députés gaullistes se regroupent autour de Debré, vestales de l'orthodoxie pour aller fleurir le mémorial de Colombey tous les 18 juin, Giscard aura fait l'économie d'élections législatives hasardeuses. Le problème de l'UDR est donc réglé. Provisoirement. Il faudra bien, tôt ou tard, en passer par les urnes pour harmoniser majorité présidentielle et parlementaire. D'ici là, Giscard peut tenter d'implanter un grand parti conservateur qui lui servirait de relai dans le pays. Il dispose pour cela d'un certain nombre de notables, centristes, réformateurs, modérés en tous genres. Il peut compter également sur la décomposition de l'UDR. Masse de manœuvre du bonaparte, le mouvement gaulliste n'existait que par et pour le pouvoir. Le fondateur sous sa croix, le fondé de pouvoir relégué au musée Grévin en six semaines, l'héritier trop pressé dilapidant le patrimoine en trois sondages, les gaullistes sont condamnés à devenir un club de pensionnés où ils agiteront leurs souvenirs de l'âge d'or. La bourgeoisie française a trouvé une meilleure monture et, oublieuse des services rendus, se montre impitoyable. Giscard, son nouveau PDG, ne ménage pas les alliés d'hier.

cheveux. Son époque préférée est le Moyen Age. Il l'a montré d'ailleurs il y a 15 ans en Algérie où, lieutenant, il a « cassé du fell » avec quelq'entrain. « La plus belle époque de ma vie » aime-t-il rappeler. D'autres que lui doivent s'en souvenir. Le grandfrisson, il aime. Chirac. En 1968, il n'oubliait pas de prendre son revolver pour les rencontres secrètes avec Krasucki sur un banc du square d'Anvers. C'est là qu'ils préparèrent Grenelle en tombant en particulier d'accord sur le SMIG à 2,70 F de l'heure, ils furent tous les deux surpris d'entendre Huvelin, alors président du CNPF, proposer 3 F dès le début des négociations...

Reste à savoir si Chirac sera vraiment le patron de ses ministres. Poniatowski bon prince, puisque c'est lui qui a fait la répartition, s'est réservé la part du gâteau. Seul ministre d'Etat, éminence et matière grises de Giscard, il risque d'avoir plus de pouvoir qu'un simple ministre de l'Intérieur.

Lecanuet a touché sa sucette. Avec ce défenseur de foetus comme Garde des Sceaux, la loi sur la libéralisation de l'avor-

tement va devenir ouvertement une loi de 1920 revue et corrigée.

Pour le reste, avec Giscard, on peut vraiment dire que l'imagination a pris la barre. Un recteur à l'Education nationale, un lieutenant colonel aux Armées, un ambassadeur aux Affaires étrangères et naturellement le champion de la réforme au ministère des Réformes... Pourquoi Giscard n'a-t-il pas créé un ministère de l'Ouverture et un ministère du Changement ? Mystère...

Notons enfin que le ministère des PTT a disparu. Signe évident que les télécommunications vont être confiées à des organismes privés. La « Culture » n'est plus un ministère. Avec 1 % du budget, on n'a droit qu'à un secrétariat d'Etat. Et encore, si on est sage.

Giscard à la barre, l'UDR dans la soute, Jean-Jacques comme vigie et Lecanuet en figure de proue, voilà l'équipage qui prétend affronter la haute mer. Avec le grain qui s'annonce et les nuages qui s'amoncellent à l'horizon, cette embarcation risque fort dans la tempête de ressembler à un vaisseau fantôme. Tant mieux !

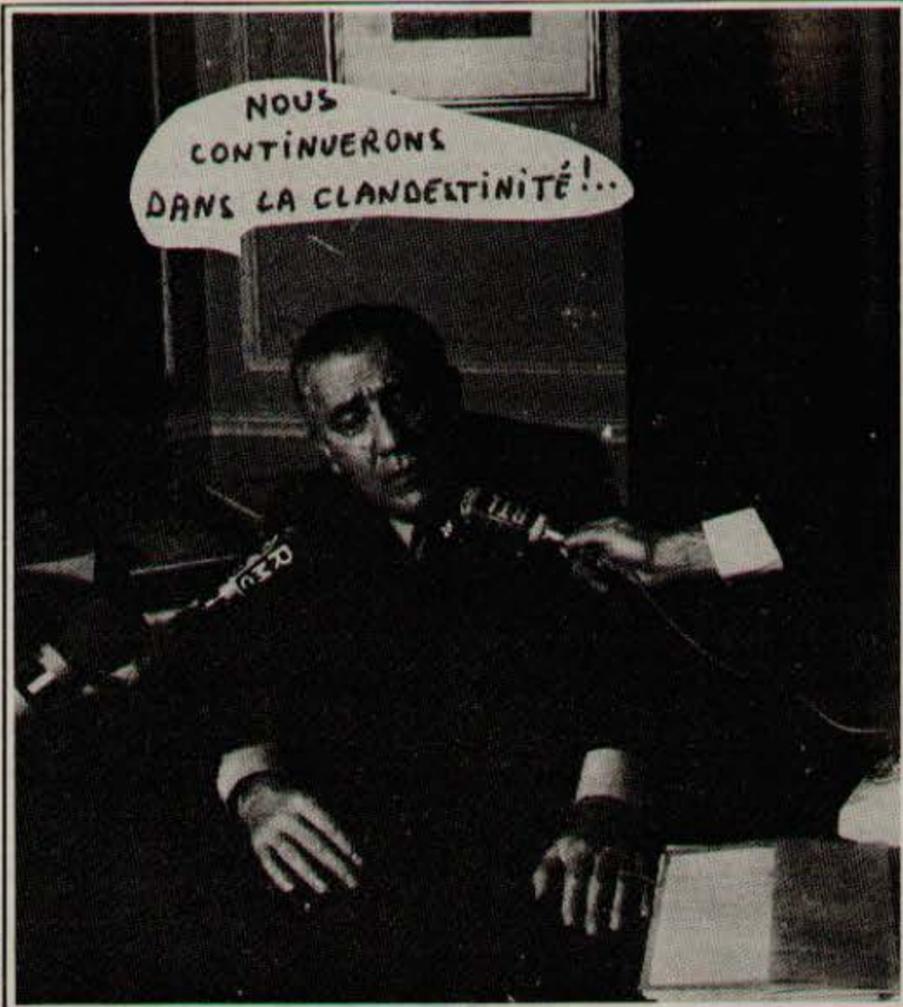
### LES BOTTES DE CHIRAC

C'est là que le choix de Chirac s'avère utile à Giscard. Bon gré, mal gré, les députés UDR se rallieront au traître Chirac. Ils ont bien trop peur de nouvelles élections où disparaîtrait leur dernier morceau de fromage. Comme l'a dit avec l'élégance qui le caractérise le porte-parole des godillots de base aux chefs de l'UDR : « Vous avez

### LE GRAND FRISSON

Au gouvernement, ça se sent. Un seul UDR notoire, Galley, qui ira dénicher l'ennemi intérieur à l'Equipement. Bien sûr, il y a Chirac. Mais peut-on dire que Chirac est UDR ? Plus pompidolien que Pompidou, plus giscardien que Giscard, Chirac est avant tout pour le pouvoir. La mode rétro, chez lui, ne tient pas seulement à la coupe des

Elie Kagan



Gauche, même si des commissions se préparent à en remanier certains aspects.

Mais on veut aller plus loin. C'est ainsi que le comité directeur du Parti Socialiste a décidé le 25 mai d'organiser en octobre une « rencontre nationale » à laquelle sont conviés « tous ceux qui se réclament d'un courant socialiste ». L'objectif est triple : renforcer le rapport de force du Ps vis-à-vis du PCF en tentant de réaliser un grand rassemblement « militant » ; sanctionner le ralliement de Mitterrand de plusieurs gaullistes de gauche en s'efforçant de les intégrer dans le PS ; permettre à la CFDT de continuer dans la voie de l'engagement politique, ce qu'elle fait aussitôt puisque son Bureau National a déclaré le 27 mai qu'il juge positifs les efforts du PS et du PSU pour une « une restructuration politique du mouvement socialiste ». L'idée est aussitôt reprise par le PSU, dont la direction politique nationale a décidé le 26 mai par 41 voix contre 18 et 6 abstentions, d'appeler à des « assises nationales où les différentes forces de gauche pourront débattre de leur action commune », et où seraient invitées les organisations syndicales. Quoi qu'en dise Robert Chapuis, secrétaire national, il s'agit donc d'accélérer le processus de rapprochement entre le PS et le PSU, déjà marqué pendant les présidentielles par le refus de la candidature Piaget au premier tour, et la collaboration directe entre Mitterrand et Rocard. Une conciliation refusée par les militants de la région parisienne du PSU, qui considèrent que c'est une rupture par rapport au passé que seul un congrès a le droit de décider.



## L'UNION DE LA GAUCHE APRES LES ELECTIONS

Surprise — comme tout le pays — par la mort de Pompidou, l'Union de la Gauche avait su réagir très vite à l'ouverture d'élections présidentielles. Il a suffi de remettre en marche la machine déjà rodée aux Présidentielles de 73, axée autour de l'alliance entre socialistes, communistes et radicaux de gauche derrière le programme commun.

Pour les directions de ces partis, pour les milliers de militants qui les suivent, 1974 apparaissait comme l'aboutissement d'un effort de plusieurs années tendant à faire accéder la gauche au pouvoir par la voie électorale. Une occasion unique, d'autant plus favorable que la droite partait divisée à la bataille.

Et ce fut l'échec. A trois cent mille voix près.

### MAINTENIR LES PERSPECTIVES ELECTORALES

Déjà, après les élections 73, les

dirigeants de l'Union de la Gauche avaient dû répondre à la relative démoralisation de militants qui se voyaient mal attendre 1976 pour reprendre la bataille contre le régime. Verbalement, certains dirigeants du PCF et de la CGT avaient déclaré qu'on n'attendrait pas l'élection présidentielle, et en septembre 73 G. Séguéy parlait d'un « septennat écourté ». Ce n'est pas un mouvement de masse, mais la mort de Pompidou, qui permit en fait d'écourter ce septennat.

Aujourd'hui, avec la même volonté de ne pas démobiliser les militants, le PC et le PS essayent de montrer que les échéances ne sont pas si lointaines que cela (législatives en 78, présidentielles en 81). Mais en se situant exclusivement dans une perspective électorale. La logique est simple : jamais la gauche n'a été électoralement aussi forte : « après tout, nous sommes à trois cent mille voix de la victoire » (Mitterrand au *Nouvel Observateur*). En conséquence, tout faire pour gagner les voix manquantes, et on annonce une échéance possible : d'éventuelles élections législatives anticipées, partant de l'idée que la majorité

parlementaire dont dispose Giscard à la Chambre est telle, qu'elle l'oblige à dissoudre le Parlement d'ici un an ou deux. Rien de nouveau donc. Et les affirmations selon lesquelles il n'y aura « ni pause, ni trêve » ne sont là que pour calmer les militants sceptiques et peu enclins à attendre les prochaines élections.

### CONSOLIDER ET ELARGIR L'UNION DE LA GAUCHE

Le résultat électoral de Mitterrand confirme les directions des partis de gauche dans la voie qu'elles ont suivie. Le secrétaire du PS pourra faire admettre la poursuite de l'alliance avec le PC, indispensable pour donner une assise ouvrière à son parti. La direction du PCF pourra de son côté montrer qu'elle a eu raison de ne pas présenter de candidat au premier tour et de laisser à Mitterrand le droit de prendre quelques distances avec le Programme commun. Celui-ci reste le pilier central de l'Union de la

### MAINTENIR UNE APPARENCE DE MOBILISATION

Même si tout l'effort consiste à remettre en marche la grande machine électorale, on sent que cela ne suffit pas. Il faut donc, pour les dirigeants de gauche, affirmer un minimum de combativité, et rectifier les déclarations de Marchais du 20 mai condamnant d'éventuels « mouvements intempestifs ».

Les directions syndicales vont donc s'efforcer de mettre en avant un minimum de revendications (sur le SMIC, l'échelle mobile des salaires, le chômage) tout en donnant un ton combatif (« Il ne saurait être question pour la CGT d'accepter une trêve jusqu'à l'automne », écrivait Séguéy dans l'*Huma* du 22 mai).

Au même moment, on va tenter de mener une guérilla parlementaire dont l'objectif est de mettre Giscard au pied du mur pour ef-

## LE DROIT A LA PAROLE

Qui donc a aujourd'hui le droit de voter ? Après les résultats obtenus de justesse par Giscard d'Estaing, la question est remise à l'ordre du jour pour les jeunes et les travailleurs immigrés. Sans cultiver la moindre illusion électoraliste, c'est une bataille dont les révolutionnaires entendent bien ne pas être absents.

Pendant des décennies, la bourgeoisie a refusé le droit de vote aux femmes. Elle leur interdisait l'accès aux urnes pour mieux les cantonner à leurs fourneaux... Le temps a passé : depuis, l'oppression des femmes n'a pas cessé pour autant mais on les autorise — comme la population mâle — à prendre de temps à autre le chemin de l'isoloir. Les jeunes, les immigrés ne disposent même pas de ce modeste privilège : le droit de se faire surexploiter est le seul qui leur est reconnu sans conteste.

### SOIS JEUNE ET TAIS-TOI

A 18 ans, on est assez grand pour chercher un métier, pour faire la queue dans les bureaux de chômage. C'est la vie. Ils seront 600 000 jeunes qui arriveront à l'automne sur le marché du travail où les places seront chères. Dès maintenant, un chômeur sur deux est un jeune. Le droit de chômeur : pas celui de voter.

A 18 ans, on est assez grand, quand on trouve un travail, pour faire les boulots les moins qualifiés et les plus pénibles. Assez grand pour toucher des salaires dérisoires : pas pour voter.

Dans les lycées, l'administration s'efforce à prolonger une enfance faite de discipline et d'ordre moral. Mais la jeunesse, ce ne sont pas les quelques hobereaux qui descendent de leur 16<sup>e</sup> pour arborer un tee-shirt Giscard à la barre ; les manifestations de masse des apprentis, des lycéens et des étudiants contre la loi Debré et la réforme Fontanet l'ont montré. Dans les

classes où l'on a fait des sondages pendant la campagne, Giscard arrivait souvent derrière Krivine ou Dumont...

### INTERDITS DE PAROLE

Derniers embauchés, premiers licenciés, les travailleurs immigrés sont la partie la plus exploitée de la classe ouvrière : payés couramment au dessous du SMIC ; se voyant imposer des horaires de travail allant jusqu'à douze heures d'affilée — comme c'est fréquemment le cas dans le bâtiment ; victimes de deux fois plus d'accidents du travail que leurs camarades français ; ils constituent pour le patronat une appréciable source de revenus. C'est sur leur dos, avec le fruit de leur travail, que les patrons des câbles de Lyon ou de Pennaroya ont arondi leurs bénéfices.

Il y a trois millions d'immigrés en France : mais comme aucun d'eux ne figure sur les listes électorales, ils ne sont ni électeurs, ni éligibles. C'est à d'autres de décider pour eux... A Djellali Kamel, can-

didat immigré aux élections présidentielles, on interdit de se présenter ; on lui interdit même de parler à la télévision lors de l'émission d'un autre candidat.

Surexploités, soumis à l'arbitraire policier de la circulaire Fontanet-Marcélin, les travailleurs immigrés n'ont que leurs luttes pour se faire entendre. Et — avec un cynisme peu commun — la bourgeoisie s'applique à réprimer ceux qui ne respectent pas la « neutralité politique » : enfreignent les « lois de l'hospitalité » ! Les expulsions se sont multipliées depuis 68.

### UNE BATAILLE A MENER POUR LES REVOLUTIONNAIRES

Les révolutionnaires n'ont jamais été des fanatiques du bulletin de vote. Ils ne sont pas de ceux qui s'extasient devant les vertus d'un suffrage universel qui met « à égalité » le temps d'un scrutin, la voix de Dassault et celle d'un de ses ouvriers, celle de la bonne sœur, du colonel et de l'OS. Le pillage des moyens d'information par ceux qui y ont accès, la loi du fric, le bourrage des urnes, les découpages et les tripotages, tout cela trace les limites de la démocratie bourgeoise.

Il y a encore quelques semaines, nous avons dit et répété que les élections, en laissant intacts l'Etat bourgeois et l'économie capitaliste, pouvaient donner le gouvernement aux partis ouvriers, pas le pouvoir aux travailleurs. On ne fait pas l'économie d'une révolution.

Mais cela ne signifie pas que nous soyons indifférents aux « batailles démocratiques ». La V<sup>e</sup> République, issue du coup d'état de 58, a en effet mis en place pièce à pièce la machinerie perfectionnée de l'Etat Fort. Et, depuis 58, c'est un véritable appareil de guerre civile qui s'est perfectionné.

Aussi sommes-nous partie prenante de toutes les batailles contre les atteintes aux libertés les plus élémentaires, non par nostalgie de la IV<sup>e</sup> République, mais parce que c'est un terrain de lutte contre le régime

que la classe ouvrière ne doit pas désertier : qu'il s'agisse de la lutte contre la loi « anticasseurs », pour la suppression de la garde à vue ou l'abrogation de la Constitution de 58.

### UNE LUTTE UNITAIRE

Le bureau national de la Jeunesse Communiste vient de décider une campagne pour le droit de vote à 18 ans. Partout où ils le pourront, les militants du FCR proposeront, dans les lycées, les quartiers, les entreprises, une action unitaire pour que les laissés-pour-compte du capitalisme aient le droit à la parole :

- droit de vote pour les jeunes, dès 18 ans !
- droit de vote pour les travailleurs immigrés !

F.L.

### UNE EGALITE MARCHANDEE

Sur les droits politiques des immigrés, le PCF a une position fort ambiguë. Il se déclare favorable au droit de vote des immigrés mais après un temps de séjour suffisamment long pour qu'ils aient pu s'initier aux règles de notre « vie nationale »...

Quant à la CFDT, son dernier congrès a vu s'opposer deux motions : l'une qui défendait l'égalité de la totalité des droits politiques a été battue ; l'autre, selon laquelle « ces droits politiques ne concerneraient que ceux qui la souhaiteraient après un certain temps de présence en France » a été majoritaire.

Quelles que soient les arguties avancées pour les justifier, ces positions reviennent à légaliser pour les immigrés un statut de sous-hommes. L'égalité des travailleurs ne se marchandait pas »

Mêmes droits pour tous ceux qui travaillent dans le même pays.

— Egalité des droits politiques, sociaux et syndicaux pour les travailleurs français et immigrés.

frir sa majorité. C'est ainsi que le Parti Socialiste a déposé le 27 mai quarante projets de lois à la Chambre !

## UN RECOURS POSSIBLE

Fort de ses 49,3 %, la Gauche se prépare donc à affronter le régime en place. Dans la mesure où le vote du 19 mai est apparu pour des millions de travailleurs comme un vote de classe, elle ne peut — dans l'immédiat du moins — faire la moindre concession apparente. Ce qui explique par exemple que plus personne ne parle pour l'instant d'une alliance avec le Centre, et que Mitterrand affirme publiquement son scepticisme à l'encontre d'un éventuel « statut de l'opposition ». Mais elle ne se prépare qu'à une seule bataille : celle d'hypothétiques élections. Ne donant ainsi aucune perspective de centralisation des luttes ouvrières, et se réservant la possibilité d'apparaître comme un ultime recours pour la bourgeoisie si une explosion sociale se produisait, grâce à la perspective de collaboration de classe du programme commun. Tout reste donc à faire pour abattre le régime.



## SOUSCRIPTION

SOLDE ANTERIEUR	134092,17 F
Comité Rouge Chatenay-Malabry	100,17 F
P.B. Paris	50,00 F
B.G. Paris 13ème	100,00 F
Librairie Rouge	106,40 F
Evreux	170,00 F
Rouen	1290,00 F
Tours	937,60 F
Carcassonne	129,00 F
Diffuseurs Massy	174,00 F
Groupe Taupes CGCT	
Groupe Taupes Santé	
Collecte meeting	
Diffuseurs Laval	
Fac Lettres	
Fac Sciences	
Sympathisants de Rennes	800,00 F
Diffuseurs Marseille	1752,00 F
Comité Rouge Marseille	
Fac St Charles	521,00 F
Marseille Groupe Taupes Banques	350,00 F
Châlon-sur-Saône	53,00 F
La Rochelle	234,00 F
D.W. Pays-Bas	155,00 F
Gaillac (Albi)	50,00 F
Diffuseurs La Roche/Yon	550,00 F
Nantes PTT	630,00 F
Diffuseurs Nantes	652,15 F
SNCF Masséna-Austerlitz	60,00 F
Taupes Rouge INRA	174,00 F
SNCF Masséna Austerlitz	100,00 F
J.-P. P. Bordeaux	50,00 F
F.G. Paris 10ème	20,00 F
L.H. Dijon	100,00 F
Diffuseurs Montauban	400,00 F
T.G. Marseille 15ème	50,00 F
Comité Rouge St Jérôme (Marseille)	150
L.J. Amsterdam	1,50 F
Issy-les-Moulineaux	500,00 F
Besançon	1120,00 F
C.V. Alès	60,00 F
Perpignan	200,00 F
TOTAL	145781,99 F



## courrier des lecteurs

# LE QUOTIDIEN ROUGE

Nous avons reçu de nombreuses lettres de diffuseurs, de lecteurs, qui répondent aux questions que nous posions dans le dernier numéro du Quotidien (paru le 21 mai). Toutes, sans exception, sont favorables à la poursuite du journal. Ces lettres sont versées au dossier du débat qui s'ouvre au même moment au sein du FCR sur la question, et qui sera tranché à la fin juin. Rappelons que les deux problèmes principaux que ce débat doit trancher sont :

— l'aspect financier, que nous connaissons mieux à la mi-juin, lorsque les NMPP nous auront communiqué les chiffres de vente en Province. Les calculs que nous avons déjà faits montrent que les dépenses sur trois mois pour un quotidien de 12 pages s'élèveraient à 130 millions, qui ne pourraient être équilibrés que par une vente quotidienne de 25.000 exemplaires (il faut en plus ajouter environ 15 millions de frais de constitution : aménagement d'un nouveau local, mobilier, déménagement du matériel, etc...),

— l'aspect politique : quel rôle, quel contenu donner à un quotidien d'organisation ? Comment éviter que sur le plan financier comme sur le plan militant, un tel journal ne paralyse pas l'essentiel des forces du FCR ? Il est par exemple exclu que les militants puissent chaque jour faire des ventes massives.

Le débat reste donc ouvert, et les lecteurs doivent continuer à y participer. Signalons une question qui revient souvent : l'hebdo cesserait-il de paraître au cas où le Quotidien ressortirait ? Cela n'a pas été possible pendant la campagne électorale. Essentiellement à cause des très faibles forces dont nous disposons. On comprend bien la complémentarité de l'hebdo et du quotidien, le premier pouvant traiter des articles de fond que le second, beaucoup plus lié à l'actualité n'a pas la place de publier. Il serait donc utile de publier les deux. A condition d'avoir les forces et les finances indispensables.

## un instrument militant

L'expérience du Quotidien Rouge a été certainement des plus enrichissantes (du moins dans un autre domaine que financier) pour l'expérience des révolutionnaires en ce qui concerne leur presse (...)

A mon avis, il faudrait prendre assez vite la décision ferme de relancer le journal à l'automne.

Nous aurions ainsi le temps de constituer une équipe de permanents et de la former au travail d'ici là.

Par ailleurs, cela nous donnerait le temps de constituer, en se servant des lecteurs de Rouge et des bonnes volontés diverses, une toile nationale de correspondants (...)

L'absence de rubrique culturelle, s'est fait durement sentir. Beaucoup ont continué à acheter Libération au lieu du QR à cause de cela.

Par ailleurs, dans un Quotidien permanent, il faudrait, comme Libération, mettre les programmes TV et des petites annonces gratuites.

Il ne s'agit pas de papier gaspillé : doit-on forcer nos sympathisants et militants à acheter Télé 7 jours pour la télé et le « Figaro » pour trouver un logement, parce que le « QR ne s'abaisse pas à cela ».

Et puis les petites annonces introduisent un certain rapport d'entraide entre les lecteurs qui n'a rien de mauvais.

Comment le Quotidien Rouge a-t-il été un outil pour les militants ?

Il a été un bon support pour les militants pendant la campagne électorale. Sans lui, nous aurions été perdu dans l'avalanche de déclarations, d'événements, de sondages, etc...

Il nous a aidé à ne pas perdre le Nord ! Il a d'abord, donc, été un instrument pour les militants. Et ce n'est pas un fait suprenant. Au PC l'Humanité tient lieu de Bulletin Intérieur pour la plupart des questions.

La vente ? Dans les lycées, il est vendu — irrégulièrement — à une frange très large, dépassant nos sympathisants. Une certaine essoufflement de la diffusion s'est fait sentir cependant vers le 10 mai et les ventes ont sensiblement diminué dès cette date (ceci était dû surtout à l'essoufflement des diffuseurs et non à la perte de lecteurs).

Ceci dit, le journal a été bien perçu par les sympathisants lointains et les inorganisés.

Comment l'améliorer pour en faire un instrument de débat et d'éducation ?

Pour cela le courrier des lecteurs a été une première chose. Pour le reste, je crois qu'il faut des débats à colonnes ouvertes sur les sujets importants (...)

Voilà. Je pense que le débat doit absolument continuer dans l'hebdo. Rouge doit avoir un courrier des lecteurs et une page spécialement réservée au Quotidien.

Je pense qu'il faut publier les résultats de ce questionnaire, et qu'il faut en rédiger un autre, mieux étudié (avec un formulaire).

Je pense qu'il faut faire une lettre aux abonnés de Rouge, pour leur demander s'ils sont prêts à s'abonner.

Je pense qu'il faut lancer des bons à 10 F, 20 F ou plus de soutien au Quotidien Rouge (comme le fit Libé).

Je pense qu'il faut sortir au mois de juin et septembre de numéros 0 qui stimuleront le nouveau journal.

Je pense enfin qu'il faut se donner comme perspective ferme la parution du N° 1 pour octobre.

Ce journal nous sera indispensable dans la rentrée chaude qui s'annonce, il sera une arme pour le courant révolutionnaire.

De l'audace, toujours de l'audace...  
Salutations communistes,  
P.G., Paris 11ème

Nous sommes en train d'établir un ensemble de mesures pratiques, comme celles que tu suggères dans la fin de ta lettre, au cas où nous déciderions la reparation du Quotidien.

C'est vrai d'autre part que le journal a été très utile aux militants et sympathisants du FCR. Mais tout le problème est justement d'éviter que par le langage, par les sujets abordés, le Quotidien apparaisse comme un « bulletin intérieur ». Tout en reflétant les orientations du FCR, le journal ne pourrait se contenter d'en être le simple haut parleur (ou pire encore le miroir). Il devrait au contraire être ouvert à d'autres courants politiques, à des sujets sur lesquels les militants du FCR n'interviennent pas forcément quotidiennement.

## ouvrir le quotidien

Calais le 21.5.74

Chers camarades,

J'ai donc lu ce matin le dernier (?) Quotidien Rouge, mais je réponds à la question « Le Quotidien Rouge doit-il continuer ? ». Eh bien Oui et plutôt deux fois qu'une. Parce qu'il est un soutien indispensable à toutes les luttes, le quotidien par son prix, par sa clarté et aussi par sa diffusion qui est plus importante, permet à plus de monde de se le procurer et de le comprendre. Prenons par exemple le cas de Calais, dans les kiosques Rouge hebdo n'est distribué que dans deux librairies à raison d'un exemplaire pour l'une et de deux pour l'autre, le Quotidien, par contre, l'était dans tous les kiosques, bien sûr il existe la vente publique, mais celle-ci reste peu applicable dans une ville où le nombre de militants se compte sur les doigts de la main, son prix qui est celui de beaucoup de quotidiens, le rend beaucoup plus abor-

dable car des gens qui le voient par hasard l'achèteront plus facilement pour voir que l'hebdo.

De plus, il a l'avantage de tenir les gens au courant des luttes et ce au jour le jour.

Je suis personnellement disposé à verser 50 F par mois si cela peut lui permettre de survivre.

Je pense cependant qu'il est indispensable d'assurer la diffusion au moins mensuel d'un Rouge du type hebdo avec des articles plus élaborés. Ça répond en partie, je crois, à votre première question, à savoir s'il faut développer d'autres rubriques : laisser au quotidien sa composition actuelle, et faire d'un Rouge mensuelle (ou hebdo) libéré de son rôle d'information, un canard de formation, un outil de travail pour les militants, un instrument de formation pour les sympathisants.

C'est pour l'instant tout ce que je trouve à dire, mais sachez que je suis prêt à assumer le rôle de correspondant en vous rendant compte des faits locaux dont je peux avoir connaissance.

Salutations révolutionnaires,  
P.

## il faudrait...

Camarade,

Il faudrait que Rouge se souvienne des progrès du Quotidien sur l'hebdo : à savoir les dessins, caricatures, bandes dessinées. Ça parle mieux, vite, et ça reste. Alors que l'hebdo était sacrément indigeste : 5 heures pour le lire.

B.D.  
Digne

## continuer l'hebdo

Camarades,

Nous avons pris la plume en tant que sympathisants diffuseurs pour essayer de répondre aux questions que vous avez posées dans le dernier Quotidien Rouge.

Tout d'abord, une observation : il est difficile d'y répondre point par point, les réponses se recourent souvent. Nous y répondons donc sans préciser les sous-paragraphes.

1. Il nous semble important de séparer à l'intérieur de l'article la partie information de la partie analyse. Si vous avez les moyens de faire paraître le Quotidien et l'hebdo simultanément, il serait plus logique que le Quotidien soit beaucoup plus centré sur l'information et l'hebdo sur l'analyse.

Il serait aussi souhaitable que vous ouvriez les colonnes du journal à d'autres partis pas nécessairement trotskystes. Nous réinsisterons sur ce point, car c'est l'un des moyens pour que Rouge augmente sa diffusion.

D'autre part, en ce qui concerne le contenu du journal, il faudrait d'avantage mettre l'accent sur les questions étrangères, s'abstenir des rubriques monétaires (ex : cours du dollar, etc.), ne pas abuser des dessins (ils sont généralement bons d'ailleurs), informer à propos des manifs, réunions, meetings et laisser une bonne place au courrier des lecteurs.

2. Pendant la campagne électorale, le journal a été un outil de propagande, il doit maintenant devenir un outil d'information, de débat sur les luttes, il doit provoquer la discussion et amener de nouvelles formes de lutte.

Qui l'achète ? Les militants, les sympathisants, mais il faut étendre le mouvement et pour ce faire, ouvrir le journal aux autres groupes.

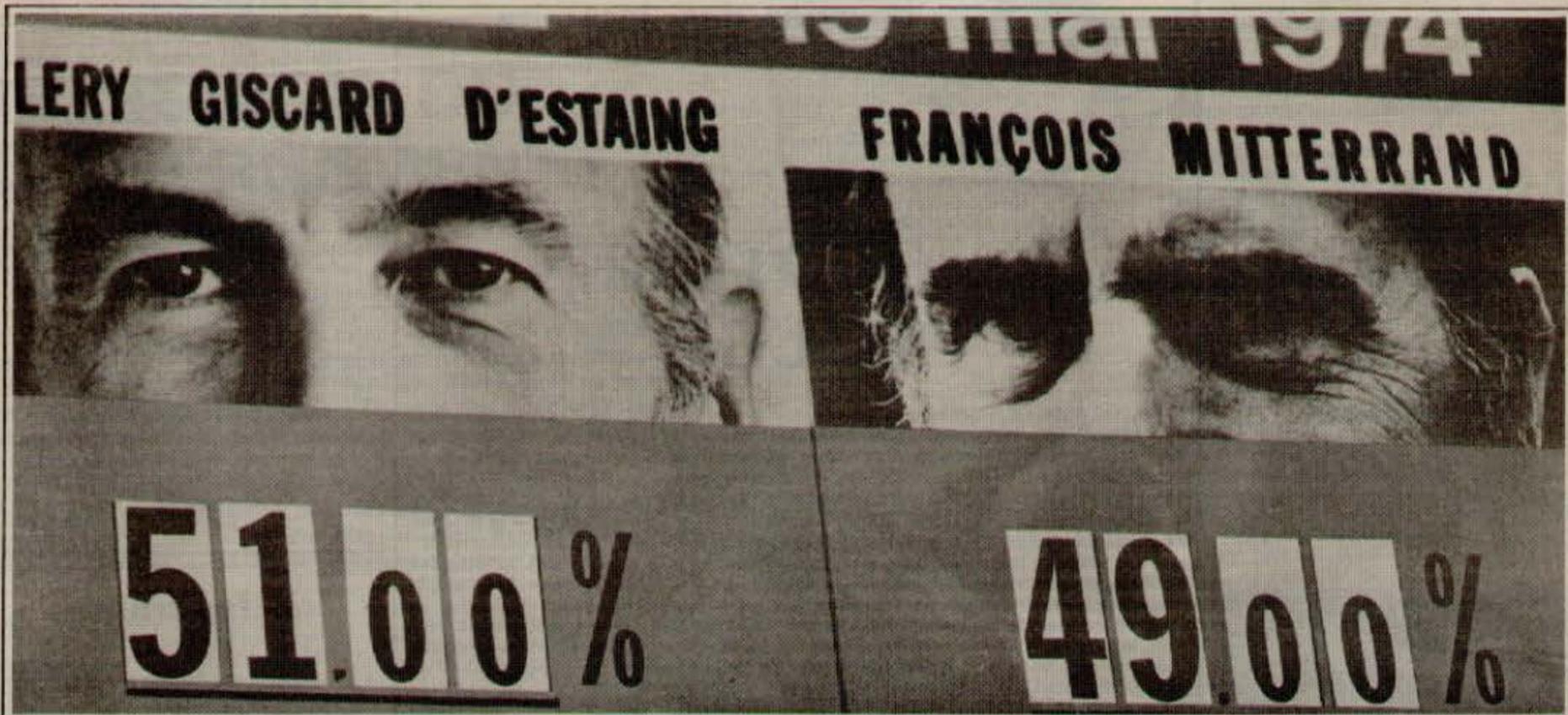
Pour ceux qui ne connaissent pas ou peu le courant FCR, le Quotidien apparaît très réservé et peu accessible. Il faudrait donc développer la tendance d'ouverture.

L'étouffoir serait percé s'il y avait une possibilité de diffuser et de vendre en masse, et en plus, il est difficile de décrocher un lecteur moyen d'un journal de province. Il est préférable de diffuser à partir des points d'appuis solides, plutôt que de diffuser n'importe où sans structures à la base.

3. Nous sommes tous les deux prêts à nous abonner soit au Quotidien, soit à l'hebdo. Pour le reste, il nous est impossible de répondre, nous sommes seuls !

Salut Socialiste,  
L.G. et M.J.  
Paris

Il est évident que le Quotidien devrait être très largement ouvert sur l'extérieur, et notamment donner la parole à d'autres courants et organisations politiques. Cela n'exclut ni la polémique, ni les débats, inévitables si le Quotidien est le journal du FCR.



# un troisième tour social ?

Soulagement devant la non-élection de Mitterrand, satisfaction mitigée devant la courte victoire de Giscard, tels sont les états d'âme qu'expriment les commentaires patronaux au lendemain des élections.

Le patronat est visiblement inquiet devant le « front de classe » qui s'est manifesté le 19 mai. La « contribution loyale et résolue du CNPF » promise la semaine dernière par Ceyrac, en témoigne. L'heure n'est pas à la formulation tonitruante des exigences patronales. Et en effet, le vote de classe le plus tranché et massif depuis la libération est lourd de conséquences pour les luttes sociales d'aujourd'hui et de demain.

Car s'il est vrai que le score de 49,2 % renforcera quelque peu les illusions électoralistes et le crédit de ceux qui prétendent qu'il suffit de 50,01 % pour changer la vie, là n'est pas la conséquence essentielle du scrutin du 19 mai. Sous plusieurs aspects, l'ampleur même du vote pour Mitterrand jouera comme facteur d'accélération de la crise sociale et politique que traverse le pays depuis 1968.

Pour la première fois depuis 1958, le président tout-puissant lui-même apparaît comme très faible : le sentiment prévaut qu'il suffirait de le pousser pour

qu'il recule ou qu'il s'effondre.

Par ailleurs, conscients de la force qu'ils représentent, les travailleurs n'acceptent pas d'en reprendre pour sept ans, comme si de rien n'était. S'il est une idée généralement admise aujourd'hui dans la classe ouvrière, c'est bien qu'il est impensable d'attendre sept ans alors qu'il y a maintenant une solution de rechange toute prête.

Aussi, même si nous ne pouvons nous attendre à une reprise immédiate de la puissante vague de grèves interrompue par la mort de Pompidou, il est clair que la combativité des masses laborieuses ne sort nullement amoindrie de l'épreuve électorale, tout au contraire.

A la base, l'idée d'obtenir par la lutte ce qu'on n'a pas pu obtenir par les élections, fait largement son chemin. Vue l'absence d'échéance électorale, elle ne rencontre même pas la résistance de ceux qui, il y a quelques semaines, prêchaient la modération « pour ne pas effrayer les couches moyennes »... Mieux, il apparaît comme possible de précipiter la chute du régime à la faveur d'un véritable troisième tour social.

## CGT

occuper  
le  
terrain

La direction confédérale CGT se trouve contrainte d'apporter des réponses rapides. Il est profondément contradictoire avec la ligne du Parti Communiste de transcrire en termes de luttes la polarisation de classe réalisée lors de ces élections. Loin de préparer ce troisième tour social auquel les masses aspirent confusément, la ligne du PC vise aujourd'hui à convaincre les électeurs « trompés » par Giscard. Qu'ils fassent l'expérience des promesses non tenues, et ils se retourneront électoralement vers l'Union de la Gauche.

C'est ainsi, par exemple, que la gauche prévoit de déposer à l'assemblée nationale autant de projets de loi que de promesses électorales de Giscard.

C'est ainsi, sur le plan syndical, que vont

reprendre les négociations entre la CGT et la CGC, interrompues — décence oblige, Malterre appelant à voter Giscard — pendant la trêve électorale.

C'est ainsi qu'il faut proscrire tout ce qui pourrait effrayer ce bon petit peuple qu'il s'agit de convaincre non pas dans l'action, mais dans l'isolement.

Quels que soient les éclats verbaux, l'orientation du PC reste clairement : Mai 68, plus jamais ça !

Et pour cause : le souvenir cuisant de Mai 68 reste en travers de la gorge des bureaucrates. L'ébauche de l'union de la gauche avait alors volé en éclats : Mitterrand ne voulait pas prendre le risque de chevaucher le raz-de-marée ouvrier. L'accent mis, lors de la campagne, par les dirigeants de l'Union de la Gauche sur la « paix sociale » n'est pas neutre : ils se veulent aujourd'hui le meilleur rempart contre une explosion sociale. Qu'on ne compte pas sur eux pour l'attiser, quand bien même une certaine pression leur est favorable, tant qu'ils peuvent la contenir. Laurent Salini, dans l'Humanité du 25 mai, est on ne peut plus clair à ce sujet :

« Bien que l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing ait été acquise de justesse, la France n'est pas pour autant coupée en deux. C'est de la droite que nous vient cette vision dramatique d'un pays formé en deux camps antagonistes, deux camps prêts à prolonger la campagne électorale par de rudes affrontements ».

La logique des réformistes éclate au grand jour : la contradiction n'est pas entre la classe ouvrière, qui a voté massivement Mitterrand, et la bourgeoisie qui a serré ses rangs derrière Giscard, mais entre les groupes financiers et « l'immense majorité de la nation »...

### QUELQUES PERSPECTIVES IMMEDIATES

Sur le plan des revendications, il importe donc pour l'appareil d'« occuper le terrain » immédiatement : tel est le sens de l'éditorial de G. Séguy du 22 mai, « l'heure des actes ».

Occuper le terrain face à Giscard qui risque fort de concéder quelques petites choses sur le plan social, notamment du côté du SMIC. Alors que les 1.200 F risquent fort d'être approchés sous peu, il importe de ressortir la revendication des 1.500 F mini, complètement escamotée lors de la campagne de Mitterrand.

Occuper le terrain face à la mobilisation des travailleurs qui se développe et sort renforcée de l'élection. En particulier dans le secteur public et nationalisé où le problème des rémunérations est en suspens depuis le début de l'année. A quelques nuances près, le gouvernement s'en est tenu là à un rattrapage tardif des salaires sur les prix, mesurés par l'indice officiel, selon les promesses... de Giscard il y a quelques mois ! Au rythme actuel de l'inflation, c'est donc un retard sensible du pouvoir d'achat qui est accumulé : dans la fonction publique par exemple, les salaires n'ont augmenté que de 2 % au 1<sup>er</sup> février et 2,25 % au 1<sup>er</sup> avril, alors que les prix avaient au 30 avril augmentés de 5,6 % selon l'indice CGT.

Les sept fédérations de fonctionnaires viennent de publier un communiqué commun où elles exigent la reprise des négociations et se prononcent dans l'immédiat pour « le versement d'une majoration provisionnelle mensuelle uniforme soumise à retenue ». Autrement dit une augmentation « provisoirement égale » égale pour tous...

Sans réponse substantielle du pouvoir, il y a là un terrain de prédilection pour de vastes actions pouvant aller jusqu'à une journée de grève, totalement contrôlée par l'appareil. Malgré le discrédit évident de ces « journées alibi », qui ont fait preuve de leur inefficacité face au pouvoir, une telle action serait largement ressentie comme l'occasion de manifester dans la rue le « front de classe » réalisé dans les urnes.

Aujourd'hui, elle peut constituer un point de départ pour de vastes luttes à moyen terme sur des revendications que les travailleurs n'iront pas chercher dans la gibecière de Giscard :

- l'échelle mobile des salaires basée sur indices syndicaux
- les 1.500 F mini
- les 200 F d'augmentation pour tous
- la semaine de 35 heures

## CFDT

se  
depêcher  
sans  
se  
presser

La déclaration d'Edmond Maire contre la candidature Piaget ce syndicaliste de base « incompetent » pour postuler à la présidence ; la victoire difficile, mais victoire tout de même, du secrétaire général au dernier conseil national pour reléguer au jung de la propagande générale le SMIC à 1500 F et se contenter dans l'immédiat du SMIC à 1200 F conformément au programme « raisonnable » de Mitterrand ; le communiqué calomnieux de la commission exécutive de la CFDT à la veille du premier tour contre les candidats d'extrême-gauche accusés de faire le jeu de la droite ; les diverses tentatives de « normalisation » dans les fédérations de la Sécurité Sociale et de la Métallurgie... posent à nouveau la question : où va la CFDT ?

## RENFORCER LE PS

Ce premier objectif que Chérèque, secrétaire de la Fédé Métallurgie, fixe après la percée électorale de la gauche « responsable », c'est « d'abord renforcer la gauche non communiste. Un grand parti socialiste doit maintenant pouvoir se développer sur des bases populaires ». Et pour ce faire E. Maire appelle carrément les militants CFDT à adhérer au PS.

« En tant qu'organisation syndicale, nous n'avons pas à participer à une telle opération. Mais un bon nombre de militants s'y engageront. Il est d'ailleurs plus sain pour le mouvement ouvrier que ses adhérents s'engagent dans un parti politique ce qui permet de mieux respecter les responsabilités respectives du parti et du syndicat ». Et voilà !

Imaginez un moment qu'un responsable syndical CFDT, militant révolutionnaire, ait appelé les cédétistes à renforcer les organisations d'extrême-gauche... les exclusions tomberaient ! Mais Maire a un certain sens de la démocratie. Il a au moins l'avantage du cynisme. Il explique ainsi très crûment que faute d'un PS assez implanté dans la classe ouvrière, la CFDT ou plus exactement le courant Maire a été obligé dans un premier temps de jouer un rôle de « parti-syndicat » au mépris de la démocratie syndicale mais que demain, grâce à l'entrée en masse de responsables CFDT au PS, on pourrait revenir à la vieille division sociale démocrate : au parti les élections, au syndicat les luttes économiques. Et surtout que les luttes ne débouchent pas sur le problème du pouvoir !

## RELATIVISER LE PROGRAMME COMMUN

Sur quelle base construire le nouveau PS ? Sur la base d'un « projet socialiste auto-gestionnaire » et d'une « stratégie de prise de conscience par les luttes » ? Ça c'est le vocabulaire gauche pour convaincre les cédétistes de s'engager dans le PS. Mais en pratique, on l'a vu lors de la campagne électorale, et Maire l'a réaffirmé lors de sa conférence de presse, il s'agit de renforcer le PS sur la base « du projet commun de société annoncée par F. Mitterrand : « une société plus forte, plus fraternelle... ». On est loin du socialisme et de l'auto-gestion.

Dans cette affaire, le courant Maire, suivi par la direction du PSU, est en train de servir de caution gauche à l'accentuation de la politique de collaboration de classe proposée par la direction du PS. En effet, il s'agit pour cette dernière de relativiser au maximum le programme commun sans remettre en cause l'alliance indispensable avec le PCF. En fait, Maire s'aligne sur la position de la direction du PS. D'ailleurs, il s'était opposé à la Région du pays de Loire qui voulait mettre l'accent sur les nationalisations et s'était opposé à 1500 F minimum proposé par la Fédé Hacuitex car, selon lui, une telle revendication aurait nécessité d'attaquer beaucoup plus profondément le système capitaliste (« cela demanderait d'autres victoires politiques et du temps » !).

## ATTENDRE LES ELECTIONS...

Mais la direction de la CFDT n'a aucune perspective politique à offrir aux travailleurs si ce n'est de renforcer le PS et la CFDT en attendant les prochaines élections. Chérèque affirme comme Krasucki « Les Français s'inclinent devant le résultat du suffrage universel ». Lui en tête ! Maire ne propose « pas de troisième tour social ». Que reste-t-il de la stratégie de prise de pouvoir par les luttes ?... Pourtant, il semble que le congrès de la Fédé Hacuitex ait remis à l'ordre du jour la perspective d'un « nouveau Mai 68 ». Mais la gauche de la CFDT sera-t-elle capable d'opposer une ligne stratégique alternative à celle du courant Maire ? Saura-t-elle s'appuyer sur la dynamique de classe favorisée par l'alliance PS-PCF sans tomber dans la soumission politique à la stratégie électoraliste et collaborationniste de l'Union de la Gauche ? On peut en douter si elle se cantonne à des batailles « tactiques » face aux manœuvres du courant Maire.

## SE DEPECHEZ SANS SE PRESSER

Si le courant Maire refuse donc d'envisager la perspective d'un nouveau mai 68 pour imposer le gouvernement des organisations ouvrières que le trucage électoral a empêché, il est logique que ce même courant préfère les mobilisations locales « diversifiées » et craigne toute perspective de généralisation. De toute façon, Maire et Chérèque ont tous les deux déclaré qu'ils attendaient l'autonomie. Rien ne dit que les travailleurs les écouteront.

## Strasbourg : 3ème semaine de grève à l'école d'infirmières

Les élèves-infirmières des 4 écoles de la ville se sont mises en grève le 15 mai. Ce jour là, une manifestation très combattive a traversé l'hôpital et les rues de la ville. Depuis, la grève active est reconduite en AG chaque jour.

Le mouvement est remarquablement organisé. Toute une série de commissions ont été mises en place : commission solidarité, formation, presse, popularisation, cours parallèles, programmes, commission chargée d'organiser les examens de pratique sauvage, ou d'élaborer un cahier de revendication sur la formation.

Chaque jour, le comité inter-écoles composé des élèves les plus combattives des 4 écoles et d'un représentant par commission, se réunit et prépare l'AG du lendemain. Des piquets de solidarité sont envoyés dans les écoles de la région (Mulhouse, Colmar).

Lundi 20 mai, un sitting regroupait les élèves autour du bâtiment où se réunissait le conseil d'administration. Ce dernier reçut une délégation et accepta de lâcher le paiement des stages à temps complet pour les vacances. En ce qui concerne les bourses, il proposait une augmentation : 750 F par mois, mais pour un contrat de trois ans. Les élèves refusèrent : elles réclament des bourses sans contrat, des bourses d'Etat à 60 % du SMIC. La grève continue.

Le mouvement n'est pas isolé. Les élèves ont le soutien des syndicats CGT et CFDT des hospitaliers du Bas-Rhin. La population réagit bien : le mardi 28 quand pour la deuxième fois, une manifestation a traversé la ville, les tracts et les journaux ont été bien accueillis. Le journal des élèves a déjà été diffusé à des milliers d'exemplaires. Un comité de soutien s'est créé.

Lundi dernier, avait lieu un débat sur la santé avec la participation de médecins et de membres du personnel soignant. Ce soir, mercredi, doit avoir lieu un gala de solidarité : « 6 heures pour la Santé », avec projection d'un film.

Les élèves de Strasbourg ont déjà obtenu un notable recul de l'administration. Mais sur le plan local, il est difficile d'aller plus loin. Seuls le développement et la coordination du mouvement à l'échelle nationale peuvent faire reculer le Ministère. C'est pourquoi, elles préparent activement la rencontre nationale des écoles d'infirmières du 2 juin, à Clermont-Ferrand.

Strasbourg, le 29 mai  
Correspondant

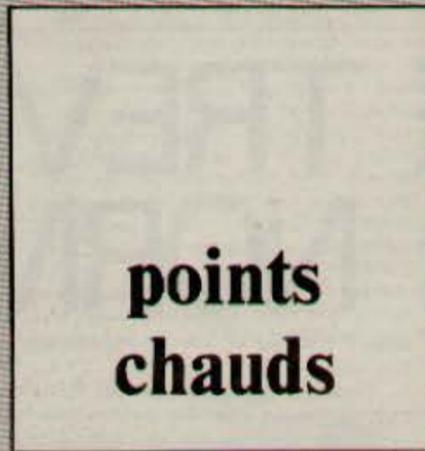
## Marseille : l'A.N.E. occupée

Le matin, une centaine de travailleurs immigrés ont occupé les locaux de l'Agence Nationale pour l'Emploi. Il y avait parmi eux des travailleurs de Bernard, de Gregori (entreprise d'Aix en grève) et de nombreux autres sans-papiers de la région d'Aix-Marseille. Ces travailleurs demandaient que soit régularisée leur situation.

Alors qu'ils avaient une entrevue avec le directeur de l'A.N.E., les flics ont chargé violemment. Plusieurs personnes ont été blessées. Devant l'hostilité de la population et l'arrivée d'étudiants, venant de la fac voisine, la police a été obligée de relâcher les travailleurs immigrés qu'elle retenait à l'intérieur de l'agence.

## Auxerre : grève reconductible à l'école normale

A une très grande majorité les FP 1 et FP 2 de l'École ont voté la grève. Leurs revendications : un poste budgétaire pour tous ; la stagiarisation sans at-



## points chauds

tendre l'année prochaine.

Le 29, à Paris, nous avons participé au rassemblement organisé par le SNI avec une banderolette : « Ecole Normale d'Auxerre en grève, syndiqués et non-syndiqués ».

Le mouvement n'est pas isolé : une autre Ecole Normale est en grève à Orléans depuis une semaine. Sur Auxerre, nous avons reçu l'appui « moral » de la section SNI, et le soutien de la Fédération Cornec. Il s'agit maintenant d'étendre la solidarité.

Auxerre, le 29 mai  
Correspondant

## Saint-Denis : grève des loyers au foyer Pinel

Depuis quatre mois, plus de 600 travailleurs africains font la grève des loyers au foyer de la rue PINEL à St-Denis, géré par l'ASSOTRAF. Comme leurs camarades de divers foyers en lutte (Mathurin Moreau, Charonne, etc.), ils se battent contre des conditions de logement insupportables : insalubrité des locaux, 16 par chambre de 20m<sup>2</sup>, couvertures non renouvelées depuis 66, sanitaires insuffisants.

Dans ces conditions, l'augmentation des loyers de 80 F à 95 F décidée par la direction est d'autant plus scandaleuse. Déjà en 69, les résidents avaient fait la grève durant deux mois : mais la direction avait arrêté les réparations dès la reprise du paiement des loyers. Cette fois-ci, les travailleurs n'entendent pas céder malgré les coupures de gaz et les menaces d'appeler les flics. Déjà divers contacts ont été pris avec la municipalité et diverses organisations. Maintenant, il est nécessaire de créer un comité de soutien sans exclusive afin de populariser la lutte des résidents et de briser son isolement.

## SNCF : l'article 2 du règlement

« Ils voudraient planifier une cascade d'accidents mortels qu'ils ne s'y prendraient pas autrement ». A la SNCF, la hantise de la productivité, la compression constante des effectifs créent une situation intenable : il devient impossible d'appliquer les règles de sécurité.

Jambes coupées, électrocutions, cage thoracique écrasée entre deux tampons pendant la manœuvre, chaque jour qui passe allonge la liste des accidents : Jarny, St Pierre du Vouvray, Dijon-Gevrey... Et Villeneuve : 2 morts en 3 mois ! Après le deuxième accident, la colère a grondé chez les cheminots. Les militants révolutionnaires et la « Taupé Villeneuve » ont mis directement en cause les responsabilités de la SNCF.

La direction, inquiète, a répondu par une note, qui mérite d'être citée :

« A l'occasion d'un incident récent, il a été remarqué que des cheminots n'avaient pas hésité à mettre en cause publiquement la responsabilité de la SNCF, bien que ne possédant pas les éléments d'appréciation qui leur auraient permis d'en juger.

De tels propos ont pour effet de donner une très mauvaise image de marque de notre administration et de faire naître des doutes dans l'esprit de la clientèle sur la sécurité des transports ferroviaires. Cette attitude est d'autant plus regrettable que dans le cas particulier, les accusations portées contre la SNCF n'étaient pas justifiées.

Je tiens d'ailleurs à rappeler à ce sujet que l'article 2 du règlement PS 17 A interdit aux agents de communiquer à des personnes qui n'ont pas qualité pour les connaître et sous quelque forme que ce soit, tous renseignements, indications ou documents concernant le fonctionnement de la SNCF ou les affaires en cours.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir appeler l'attention de tous les agents appartenant à votre fonction sur la réserve qu'ils sont tenus d'observer dans de telles circonstances et de leur demander de veiller à l'avenir à la stricte application des textes réglementaires concernant cette partie du service ».

Le Directeur,  
16.05.74

Voilà ! Que dire de plus ? 2 morts en 3 mois, et tout ce qui préoccupe la direction c'est l'altération de l'image de marque de la maison.

Leur réponse, les cheminots l'ont donnée après plusieurs de ces accidents : pas de sécurité, pas de travail !

On ne peut pas continuer comme ça, sans avoir les effectifs nécessaires et les roulements de travailleurs en conséquence. Les cheminots tiennent plus à leur santé et à leur vie qu'à l'image de marque de la SNCF.

## Lyon : 6 éducatrices licenciées

« Le fonctionnement non hiérarchique, ça ne peut pas réussir, l'ambiance de la maison se dégrade ». Voilà comment la direction du CAP (Centre de Promotion et d'Accueil) a « justifié » les 6 lettres de licenciement qu'elle a remises le 15 mai.

A l'appel des licenciés soutenus par la section CFDT, la lutte s'est engagée : réunion d'information regroupant 60 personnes, création d'un comité de soutien. Les objectifs de la mobilisation sont définis : obtenir la réintégration des licenciées (2 d'entre eux sont des femmes enceintes), éviter la fermeture du centre.

Mais au travers de cette lutte, c'est l'arbitraire de la direction qui est battu en brèche (pas de contrat de travail, convention collective pas appliquée, travail de nuit sous-paie), c'est aussi tout le problème des travailleurs sociaux qui est posé : après les luttes de Caen et de Poissy, celle de Lyon marque une nouvelle étape dans la mobilisation de ce secteur.

## Opéra : les immigrés gazés dans un commissariat

Le mercredi 22 mai, des travailleurs immigrés et français ont occupé un immeuble neuf au 67 rue Servan à Paris pour faire connaître leurs conditions d'esclaves et poursuivre la lutte engagée par de nombreux travailleurs immigrés pour acquérir les mêmes droits que les travailleurs français.

Au moment où ils commençaient à sortir, les flics ont assailli l'immeuble et les ont jetés dans des cars, 54 d'entre eux ont été amenés au commissariat de l'Opéra à coups de matraques accompagnés d'injures racistes.

Mais surtout, après les avoir enfermés dans les cellules, les policiers ont quitté la garde, arrêté le ventilateur et ont gazé les 54 travailleurs avec un produit asphyxiant. Ce n'est qu'après une demi-heure qu'ils ont été libérés. Puis les flics, comprenant qu'ils venaient de commettre une « erreur », ont voulu les faire sortir rapidement. Tous les camarades arrêtés ont refusé de sortir avant d'avoir les noms des responsables.

Ils ont quand même dû sortir rapidement, forcés par les policiers. Ils ont porté plainte et une enquête est en cours. Il s'agit d'une véritable tentative d'assassinat.

Cette affaire est très importante. Il y a donc stocké dans les commissariats du matériel pour gazer les jeunes et les travailleurs. Des méthodes dignes des nazis et des guerres coloniales de l'armée française, notamment en Algérie. Il faut trouver les flics responsables du gazage au commissariat de l'Opéra. Il faut aussi dénoncer ces méthodes et les responsables dont le ministre de l'Intérieur. Le 22 mai, c'était encore un certain Chirac...

— Inculpation des responsables !  
— Soutien aux luttes des travailleurs immigrés !  
— Français-immigrés : une seule classe ouvrière !

Correspondant

# PAS DE TREVE EN HAUTE NORMANDIE

Les travailleurs de Haute Normandie n'attendent pas 7 ans. Les luttes qui n'avaient pas cessé pendant la campagne électorale, n'ont pas attendu l'annonce du nouveau gouvernement et les mesures « sociales » de Giscard et de son compère Lecanuet pour se développer.

Les Anciennes Mutuelles de Belbeuf sont entrés dans leur sixième semaine de grève avec occupation (pas de salaire inférieur à 1300 F, cinquième semaine de congés, et révision des classifications). La direction a engagé une action en référé pour faire évacuer les locaux par les flics. Une manifestation est prévue aujourd'hui à Rouen à l'appel de l'UD-CGT.

Chez Novacel Alizay, la lutte se poursuit depuis le 3 mai pour une augmentation de 200 F pour tous, la réduction du temps de travail à 40 H avec embauche de per-

sonnel. Un gala de soutien est envisagé à Louviers.

Depuis le deuxième tour des élections, trois entreprises dans des secteurs pourtant très variés sont entrées en lutte.

Le soir du 27 mai, un atelier du journal Paris-Normandie refuse de travailler : à Paris, une prime de 46 F de transport a été attribuée. Devant le refus de la direction de céder la même paye qu'à Paris, à 20 h 40, les ateliers sont désertés. Paris Normandie ne sort pas. Une partie du personnel était partisan de poursuivre l'action dès le lendemain. Mais la majorité (141 contre 72) a fixé la prochaine échéance à jeudi ou vendredi.

Chez Blin et Blin, à Elbeuf, c'est la lutte pour la défense de l'emploi qui est engagée : les 800 employés (essentiellement des femmes) ne sont pas décidés à subir

passivement la crise du textile qui sévit dans la région. 66 licenciements ont été annoncés. L'usine a été occupée le mardi 28 au cours d'une journée d'action.

Enfin, le Centre anti-cancéreux Henri Becquerel est en grève depuis lundi à la suite du licenciement de deux surveillantes coupables d'avoir revendiqué du personnel supplémentaire. Les soins sont donnés gratuitement.

Cette multiplication de luttes reflète le climat général dans la région. S'il y a — bien sûr — une grosse déception devant le résultat des élections, la classe ouvrière est convaincue qu'il va falloir se battre avec ce gouvernement et elle ne se sent pas en position de faiblesse.

## HENRI BECQUEREL : HOPITAL EN GREVE = SOINS GRATUITS

Derrière la façade moderne du prestigieux « Centre anti-cancéreux », que l'on présente fréquemment à la télé et dans la presse régionale, se cache une réalité beaucoup moins reluisante. En raison du manque d'effectifs qui rend les conditions de travail insupportables, la direction, plutôt que d'embaucher du personnel, préfère utiliser la répression : avertissements, blâmes, menaces de licenciements, déplacements de postes après congé de maternité sont de plus en plus fréquents.

De plus, la prime est amputée illégalement, les contrats temporaires et les périodes d'essai se prolongent abusivement et font perdre les avantages sociaux peu nombreux prévus par la convention collective. Les heures supplémentaires ne sont pas payées.

### LA GOUTTE D'EAU...

A la fin de la semaine dernière, se crée une section CFDT qui appelle les travailleurs à la lutte. Les adhésions sont immédiatement nombreuses.

Lundi matin, deux surveillantes sont licenciées par la direction. Les prétextes invoqués méritent qu'on les cite :

- les infirmières ne mettent pas leur voile ni la blouse dite réglementaire : aux yeux de la direction, c'est une faute professionnelle ;
- le personnel soignant a des hépatites ;
- les infirmières démissionnent (et pour cause, vu les conditions de travail) ;
- les médecins se plaignent de la qualité de leur travail ;
- enfin, les coupables ont une attitude « agressive ».

En fait, les deux surveillantes ont eu l'audace de revendiquer davantage de personnel... Quand on sait qu'il y a une infirmière pour 26 malades, on mesure l'arrogance d'une telle revendication.

A l'appel de la section syndicale, la grève est décidée immédiatement. La quasi totalité du personnel soignant est en grève, ainsi qu'une partie du personnel technique et administratif. Ils exigent :

- la réintégration des surveillantes sans qu'aucune sanction ne soit retenue contre elles ;
- l'embauche immédiate de personnel qualifié en quantité suffisante pour tous les services où c'est indispensable ;
- pour le personnel non diplômé, un salaire correspondant aux responsabilités données ;
- l'application de deux jours de repos hebdomadaires consécutifs, au moins une fois sur deux pour les femmes de ménage ;
- la limitation et la définition des pouvoirs de la secrétaire générale qui fait régner une véritable terreur dans l'établissement.

### SOINS GRATUITS

Face aux tentatives de chantage et de division de la direction, les grévistes font preuve d'une cohésion et d'une détermination exemplaires. Les décisions sont prises collectivement par tous les grévistes en AG après discussion. Tous les grévistes participent très activement à la rédaction des tracts, à la popularisation de la grève...

Mais surtout, les grévistes de Becquerel montrent qu'il est possible de se battre dans un hôpital en touchant l'administration sans nuire aux malades : ils assurent

les soins, mais les fiches de soin ne sont pas transmises au personnel chargé de faire les factures. Le pointage a été supprimé. La solidarité et la popularisation de la grève s'organisent à Rouen où c'est la première expérience de soins gratuits réalisée dans un hôpital. Cette lutte peut devenir celle de tous les travailleurs des hôpitaux de la région où le manque d'effectifs et les conditions de travail sont de plus en plus intolérables.

Rouen le 29 mai 74  
Correspondant



## RHONE PROGIL, PONT DE CHAUX :

### QUELQUE CHOSE A CHANGE

Le mardi 14 avril, après discussion dans deux assemblées générales, puis une ultime réunion à 4 heures du matin, les 4 équipes de poste de « Phacumène » décidaient de démarrer l'action pour :

- les salaires : augmentation de 200 F à 250 F pour tous
- les classifications : suppression des coefficients au-dessus de 160
- les études de poste : refus des études de postes de la direction

### L'EXEMPLE DE LIP

Les travailleurs de Besançon avaient déjà montré qu'on pouvait se passer des patrons. A Progil la leçon a été retenue : baisser la production de 50 %, cela veut dire la contrôler, interdire à la direction de mettre son nez dans la marche de l'entreprise. Et choisir la réduction la plus efficace : pas assez pour mettre les autres usines en chômage technique mais suffisamment pour interdire à la direction de satisfaire ses commandes.

Et les gars du phénol ont assuré leurs arrivées : une délégation s'est rendue à l'usine de Roussillon, les travailleurs ont pris leur décision : nous ne jouerons pas les briseurs de grève. Nous refusons toute augmentation de la production. La direction est prévenue.

### ICI « RADIO-PHACUMENE »

La grève, c'est notre affaire à tous. Tous les jours se tient une A.G. de l'ensemble des travailleurs de chaque équipe. On prépare les communiqués, le bulletin « Radio-Phacumène » : ce bulletin enregistré, est diffusé chaque jour à la cantine. Gros succès.

La plupart des postes sont transformés en véritables assemblées permanentes. On discute, on s'interroge, on analyse. On critique diverses prises de position. On fait le tour de l'usine. On imagine même l'envoi d'une délégation en Italie et en Allemagne. A la Phacumène, le patron n'est plus tout à fait le maître chez lui. Il hurle au scandale, fait pleuvoir les avertissements, déclare tout ça illégal, menace d'envoyer les gens devant les tribunaux...

### UN PREALABLE

Mardi 28 mai, à 14 heures, nous nous sommes réunis avec la direction. La CFDT a appelé à des débrayages chez les journaliers (entretien, labo, etc). Après de vives discussions dans la CGT, le bureau a refusé de se joindre à cette initiative. Cette décision n'a pas renforcé le mouvement.

A 14 heures donc, c'est 120 personnes qui se retrouvent devant la porte du bureau de la direction. Elle comptait certainement nous amadouer dans l'ambiance feutrée de ses moquettes. Elle a dû déchanter. Les délégués syndicaux étaient mandats pour faire un préalable de la levée des avertissements. La discussion a duré longtemps, coupée d'interruptions pour informer les gars qui étaient à l'extérieur et prendre leur avis.

Rozie, le patron, n'a rien cédé. Il n'est pas sûr qu'il ait clairement conscience de la situation.

### ELARGIR

Tous les jours Radio-Phacumène fait le point à la cantine pour l'ensemble des travailleurs de l'usine sur les problèmes du mouvement. Aujourd'hui tout le monde est convaincu : si la direction ne cède pas à Phacumène, il faudra faire partir d'autres secteurs. Déjà des AG se tiennent dans les postes. Il se peut que le mouvement fasse tâche d'huile.

D'autant plus que les travailleurs sont conscients de leur force : à la centrale par exemple, si les équipes décident de réduire la production d'électricité, des répercussions sont immédiates dans toutes les structures.

D'ores et déjà une chose est claire : quelque chose a changé à Progil. S'être organisés, avoir pris en main l'atelier, avoir décidé nous-mêmes sans laisser Rozie décider pour nous. A travers cette façon de mener la lutte, on a même pu entrevoir à quoi pourrait ressembler un jour le pouvoir des travailleurs.

Quoi qu'il advienne, à Progil, rien ne sera plus jamais comme avant.

Grenoble, le 29 mai  
Correspondant

# LE BLUFF DE L'ENERGIE «PROPRE»



D.R

Une grosse bulle d'acier et de béton, inoffensive, au milieu de la campagne, au bord d'une rivière : voilà l'image que tentent d'imposer les partisans de l'énergie nucléaire. La réalité est toute autre, si l'on étudie le cycle complet, chaînon après chaînon, de l'ensemble des opérations dans lesquelles sont imbriquées les centrales nucléaires.

Ainsi, l'atmosphère d'une mine d'uranium constituée, dans les conditions actuelles d'exploitation, un milieu de travail très dangereux pour le mineur. « L'abattage du minerai d'uranium et de thonium ou même d'autres minerais, libère dans l'atmosphère de la mine des gaz radioactifs (radon et thonon) qui, le cas échéant, peuvent aussi se dissoudre dans l'eau. La poussière produite par les opérations de la mine, sont également dangereuses ».

On connaît suffisamment les ravages causés par la silicose dans les mines de charbon pour se douter du taux de nocivité de tels gaz et de telles poussières.

## LES CENTRALES, LES USINES DE RETRAITEMENT ET LEURS « EFFLUENTS » : UNE ORGIE DE POLLUTION RADIOACTIVE

L'air et le réseau hydrographique des régions exploitées sont également menacés. En effet, pratiquement tous les déchets radioactifs provenant du traitement des minerais sont évacués « dans les cours d'eau locaux » ou dans « le milieu ambiant ». Comme le montre un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), il s'agit non seulement d'une pratique courante mais largement admise, même par cette honorable institution internationale. En voici quelques extraits :

« Décharge dans les égouts : courante et pratique, la décharge dans les égouts est rationnelle lorsque les déchets radioactifs sont peu abondants... Les installations situées sur le littoral rejettent parfois leurs déchets directement dans un estuaire ou dans la mer... »

« Décharger dans les rivières et dans les lacs : dans des conditions favorables, on peut en toute sécurité rejeter dans les eaux continentales des quantités de déchets peu radioactifs. Cette pratique est parfois moins onéreuse que certains autres procédés d'évacuation des déchets liquides et présente pour la santé publique des risques en principe minimums ».

A n'en pas douter, ce passage est un modèle dans le genre. L'auteur a dû user de toute sa finesse d'écrivain pour arriver à justifier une pratique qui ne se justifie en fait que par son faible coût de revient. Or le rapport signale plusieurs exemples de pollution importante due au déversement de déchets radioactifs liquides dans les cours d'eau. Ainsi, à propos de la centrale de HANFORD (USA), refroidie par l'eau de la rivière Columbia, le rapport constate que l'augmentation de la radioactivité de l'eau de la rivière augmentait la dose reçue par un « habitant type » de la région, de 7 % par rapport à la dose maximum admissible, ce qui est loin d'être négligeable.

Plus loin, parlant cette fois de la centrale de HARWEL (GB), le rapport constate que des restrictions (fixées au millième de la concentration normalement admise) avaient été promulguées en vue de limiter les rejets de déchets radioactifs dans le fleuve car « une fraction importante de la population britannique est en effet exposée par suite de l'utilisation de la Tamise pour approvisionner Londres en eau ». Ainsi, quand de trop grands lots de population sont susceptibles d'être touchés par un effluent radioactif, la Concentration Maximum Admissible (CMA) est divisée par mille ! C'est dire la confiance qu'on peut avoir en de telles valeurs ! Le rapport énumère ainsi une liste infinie de risques encourus par le rejet des déchets dans les cours d'eau locaux. Risques de concentration des déchets au fond des lacs ou dans les sédiments accumulés par les barrages, risques pour le personnel chargé du curage des bassins de sédimentation, risques enfin pour l'ensemble de la population du fait de la stagnation de ces déchets dans les estuaires, toute la flore et la faune, et plus particulièrement les parcs à huîtres.

Pour les effluents gazeux, le problème est tout aussi grave. Les centrales modernes sont équipées de « filtres absolus » qui, s'ils sont efficaces contre les poussières, n'arrivent pas à retenir les gaz nobles dont les radioisotopes s'échappent dans l'air ambiant. Ainsi le krypton 85, radioactif, est un des gaz dont la présence est fréquente dans les usines de retraitement du combustible.

Du fait de l'augmentation du nombre et de la puissance des réacteurs nucléaires, on estime généralement que « la dose annuelle médiane absorbée par chaque individu passera d'environ 0,1 mrad en 1890 à 2 mrad en l'an 2000 pour atteindre 50 mrad en 2060 ».

Une telle constatation dans une étude de

la toujours modérée OMS est grave. Elle signifie en clair que dans 100 ans, un seul des éléments radioactifs produits par la nuée des centrales prévues, pourra constituer une augmentation de près de 30 % de la dose actuellement reçue par radiation naturelle, chaque année par un individu.

Ainsi, l'ensemble des installations industrielles participant, au sens large, à la production d'énergie nucléaire, déversent quotidiennement dans l'eau et l'air de nombreuses substances radioactives et provoquent inévitablement une augmentation significative de la radioactivité ambiante, non seulement autour des centrales mais, à la longue, sur toute la surface du globe.

## LES DECHETS FORTEMENT RADIOACTIFS : DES POUBELLES A SURVEILLER PENDANT

Les effluents dont nous avons parlé jusqu'ici sont considérés comme « normaux », à diluer « simplement » le plus souvent dans les eaux et l'atmosphère. Nous avons vu qu'ils étaient souvent bien moins inoffensifs que l'on veut bien nous le faire croire...

On pourrait y ajouter certains déchets solides considérés eux aussi comme « normaux » et peu dangereux... déchets dont on a imaginé de se débarrasser dans de simples décharges à l'air libre... qu'il faudrait bien entendu surveiller par la suite et dont la récupération devrait être interdite.

Pendant les centrales, tout au long de leur fonctionnement, produisent une quantité de déchets très radioactifs qu'elles doivent éliminer d'une manière ou d'une autre. Des gaz, des solvants, de l'eau, des habits, des métaux, du béton, etc. peuvent être à tel point contaminés qu'il faut « à tout jamais » les isoler (après les avoir comprimés, éventuellement brûlés, concentrés, etc...) dans des fûts, qui sont sensés ne pas laisser passer les rayonnements et qu'il s'agit ensuite d'entreposer dans un lieu adéquat. Comme nous pouvons le constater plus loin, la notion de « à tout jamais » est très relative. Voyons, par exemple, ce que sont devenus des fûts (prévus pour au minimum 500 ans !) qui retiennent certains déchets du traitement du combustible nucléaire :

« Les déchets concentrés qui en résultent, apparaissent dans leur solution acide avec une radioactivité jusqu'à 10 milliards de fois supérieure à la concentration permise maximum. Ils sont contenus dans des fûts d'acier

équipés de systèmes complexes de refroidissement et ils sont stockés temporairement en sous-sol dans des caissons de béton. Un total de 360 000 mètres-cube est ainsi retenu aux Etats-Unis dans 200 fûts environ, DONT QUINZE ONT PRESENTE DES DEFECTUOSITES ».

Fosses océaniques, mines de sel, massifs rocheux divers, Antarctique (!) sont périodiquement annoncés comme solution définitive pour l'entreposage des fûts de déchets radioactifs. Là encore, ces affirmations péremptoires cachent mal le malaise des demi-solutions. Aucune jusqu'à présent ne s'est avérée totalement efficace et les risques d'accidents incontrôlables sont toujours aussi grands.

Si les déchets produits durant le fonctionnement de la centrale posent un problème majeur, la liquidation de la centrale, ou en tout cas de son réacteur lorsqu'il est devenu inutilisable, en pose un autre, non moins grave. En effet, après une période de vingt à trente ans de fonctionnement, le réacteur doit être mis hors service, les matériaux ayant atteint un point avancé de vieillissement : corrosion due aux hautes températures, transmutations dues au constant bombardement nucléaire. Il s'agit là de démentir l'idée généralement admise que les matériaux de la centrale sont recyclables et réutilisables. Si cela est vrai pour le combustible nucléaire, cela ne l'est pas pour les infrastructures métalliques, le cœur en béton et une quantité de matériaux utilisés dans une centrale.

Une fois devenue inutilisable, une centrale pose donc encore des problèmes de déchets dont on ne sait vraiment pas que faire. Son site est également condamné : on ne peut en effet même pas la détruire et l'enceinte doit être conservée et maintenue en bon état pendant des centaines d'années pour isoler les matières hautement radioactives qu'elle renferme. Certains pensent même à en faire des décharges pour les déchets de longue vie sans se soucier des risques qu'ils font encourir à l'environnement immédiat.

Le chemin parcouru est donc long depuis la centrale « qui amènera la prospérité dans la région » jusqu'à la décharge de déchets atomiques de haute radioactivité et longue durée, mais il s'insère dans la logique implacable des centrales : la poudre aux yeux de l'énergie « propre » à gogo, ne sera que de courte durée. Les lendemains se comptent en tonnes de matériaux dangereux, inutilisables, et que l'on ne sait où entreposer.

# UNE MENACE POUR L'HUMANITE

De toute évidence, la technologie nucléaire est imparfaitement domptée, puisqu'il n'est pas possible de la faire fonctionner sans risques d'accidents et sans effets désastreux sur l'environnement et l'homme

La crise du pétrole a mis en évidence la dépendance des pays capitalistes développés à l'égard des pays producteurs de pétrole. Les nationalisations effectuées par de nombreux pays producteurs, les hausses de prix imposées depuis 1970, contraignent la bourgeoisie impérialiste à développer des sources d'énergie dans les métropoles pour restreindre leur dépendance énergétique vis-à-vis des pays du tiers-monde politiquement peu sûrs à long terme, et surtout en mesure d'être de plus en plus exigeants. D'autant que la hausse des prix du pétrole rend de plus en plus compétitives de telles sources métropolitaines (charbon, schistes bitumeux, nucléaire) sans parler des gigantesques réserves du sous-sol marin dont le coût d'exploitation était jusqu'à présent prohibitif. D'où la décision prise par de nombreux gouvernements de développer « l'alternative nucléaire » de façon prioritaire, quasi-exclusive.

Si la bourgeoisie donne une pareille priorité à l'énergie nucléaire, alors que d'autres formes d'énergie pourraient être développées (solaire, géothermique, marémotrice) c'est essentiellement en raison de l'état avancé des recherches dans ce domaine. Exploitées dès la dernière guerre à des fins militaires, l'énergie nucléaire a connu un rapide développement du fait de sa totale prise en charge (du point de vue de l'exploitation comme de la recherche) par l'Etat. Un certain nombre d'entreprises privées ont naturellement été associées à ce développement (entreprises généralement rattachées aux trusts du pétrole), qui ont ainsi aujourd'hui à leur disposition une technologie dont le développement, largement financé par les contribuables, leur a relativement peu coûté et qui est doué pour eux d'une rentabilité potentielle sans égale. Maintenant que la concurrence du pétrole, qui a bloqué ces dernières décennies un développement large de l'énergie

nucléaire civile, est affaiblie, la bourgeoisie veut réaliser les profits que promet cette technologie, depuis longtemps opérationnelle: profits que seule une diffusion sur le marché peut concrétiser.

Aussi la récente crise du pétrole a-t-elle entraîné une accélération de tous les programmes de construction de centrales nucléaires. Le débat sur les dangers de l'énergie nucléaire qui se déroule depuis de nombreuses années, s'en est trouvé avivé. Les horreurs des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, la course aux armements nucléaires, les nombreux essais de bombes et leurs retombées radioactives, la crainte d'un accident, le secret qui entoure la recherche atomique, autant de facteurs qui ont suscité dans l'opinion publique de profondes réticences face à l'énergie atomique. Cette « psychose » semble pourtant s'être passablement dissipée et l'on se trouve aujourd'hui face à deux groupes d'interlocuteurs aux opinions diamétralement opposées.

D'une part les organismes d'Etat, les sociétés d'électricité, les constructeurs de centrales nucléaires, qui avec toute une série de nuances, énoncent l'opinion suivante:

« L'énergie nucléaire est la source d'énergie la plus propre, la plus sûre et la plus importante dont nous disposons. Sa mise en œuvre est intervenue à point nommé. A long terme, seule l'utilisation de centrales nucléaires à l'échelle mondiale, permettra de résoudre à la fois nos problèmes d'énergie et d'environnement ».

D'autre part, des scientifiques « indépendants », des journaux spécialisés ou non en écologie, des mouvements écologiques qui, se basant généralement sur des rapports scientifiques d'excellente qualité, déclarent:

« L'industrie nucléaire est dangereuse. Ceux qui prennent des décisions dans ce domaine engagent le sort de l'humanité toute entière et cela pour des millénaires. Le taux de radioactivité toléré par les normes en vigueur aux Etats-Unis peut provoquer chaque année, l'apparition de 32 000 cancers supplémentaires et 150 000 décès supplémentaires ».

Pour clarifier ce problème ainsi débattu et permettre de déboucher sur une prise de position, nous allons tenter de répondre aux questions essentielles:

1) Les effets des centrales nucléaires sur l'homme et l'environnement sont-ils assez graves pour que l'utilisation de l'énergie nucléaire soit inacceptable du point de vue de la santé et du bien-être de l'humanité présente et future?

2) Les effets dangereux proviennent-ils comme dans tous les autres problèmes de pollution, de la non-mise en œuvre (pour ne pas diminuer le taux de profit) des moyens technologiques qui permettent une utilisation vraiment sans danger? Ou bien sont-ils inévitables au stade actuel et prévisible à court et moyen terme de la technologie? Autrement dit, l'énergie nucléaire n'est-elle dangereuse que du fait du mécanisme du système capitaliste? Une société socialiste, débarrassée de ce mécanisme, pourrait-elle réaliser une utilisation de l'énergie nucléaire sans danger?



Minamata est l'une des baies de la mer de Shiranui au Japon. C'est également la face cachée de la fameuse expansion japonaise. Là une usine appartenant au trust Chisso a déversé durant quinze années des déchets de mercure, empoisonnant totalement la faune marine.

Au bout de quelques mois, la quasi totalité des familles de pêcheurs était atteinte d'un mal atroce que l'on devait par la suite nommer « symptôme de Minamata ». Les adultes atteints de

## LES RISQUES D'ACCIDENT

Nous avons vu l'extension gigantesque du danger, aussi bien en intensité qu'en quantité, que provoque une utilisation de l'énergie atomique. La prétendue concentration géographique du danger est une double mystification: d'abord parce qu'elle ne diminuerait en rien fondamentalement ces dangers et deuxièmement parce qu'une dispersion fantastique de l'énergie atomique est à prévoir dans les prochaines années. On en a un exemple significatif avec le projet adopté par la France après la crise du pétrole, de construction d'une dizaine de centrales nucléaires sur l'ensemble du territoire.

## LES TRANSPORTS DE MATIERE RADIOACTIVE: RADIOACTIVITE! DANGER RALENTIR!

Cette dispersion entraînera des déplacements nombreux et divers de matières radioactives. Ainsi, « le nombre de fûts transportés actuellement aux USA entre les réacteurs et les centres de retraitement passera de 30 en 1970 à 9500 en l'an 2000, chaque fût contenant 3 tonnes ou 1,2 tonnes de combustibles usagés ». Jusqu'à présent vu les faibles quantités transportées il n'y a pas eu d'accidents significatifs. Mais force est de constater, comme le note le rapport de l'OMS, qu'il y a déjà eu des pertes de sources radioactives et des cas de libération accidentelle de rayonnements. Ces transports constituent donc un risque pour certains groupes de population ».

Tout le monde connaît l'insécurité qui règne sur les routes et l'on frémit à l'idée d'y voir circuler un convoi de matières radioactives. La multiplication de tels transports routiers conduira rapidement à la certitude statistique d'accidents graves, dont la conséquence pourrait être la contamination radioactive de plusieurs milliers de personnes.

## LES RISQUES D'ACCIDENTS DANS LES CENTRALES NUCLEAIRES

Il est évident que les exploitants de centrales nucléaires ne peuvent passer par dessous la jambe le risque d'un accident, sachant la dimension du dommage qui pourrait en résulter sur la population avoisinante et sur son environnement. Il est fort probable que de telles normes de sécurité sont bel et bien respectées. Mais on ne peut juger abstraitement de leur validité: le véritable problème étant de confronter ces mesures avec les phénomènes auxquels elles sont sensées s'opposer.

Dans quelle mesure de telles normes sont-elles efficaces en réalité? En particulier, dans quelle mesure ont-elles permis, durant la courte histoire des centrales atomiques, d'éviter les accidents? Telles sont les véritables questions qui se posent. Or les centrales nucléaires ont d'ores et déjà été mises en défaut. Un certain nombre d'accidents, dont certains ont entraîné des conséquences graves, comme nous le verrons, se sont déjà produits. Et ces accidents ne sont que la préfiguration des catastrophes dont le risque statistiquement établi, deviendra de plus en plus tangible à mesure que se multiplieront les centrales.

L'accident survenu dans le cœur d'un réacteur de Lucens en Suisse est une illustration à petite échelle du risque bien réel que comporte une centrale dont on disait pourtant en 1962: « le doublement ou la multiplication des principaux organes de contrôle, l'adoption d'un système d'alarme et de sécurité extensif, et la sécurité intrinsèque de l'installation réduisent au minimum la possibilité d'un accident sérieux ». Or l'accident survenu en janvier 69 est grave: un élément du réacteur a fondu et celui-ci a dû être arrêté en catastrophe. L'ensemble du matériel du cœur est contaminé à jamais, du gaz et des poussières radioactifs se sont répandus dans l'enceinte du réacteur...

A WINDSCALE (GB) un accident d'une gravité exceptionnelle eut lieu en 1957. Des quantités importantes de matières radioactives ont été déversées dans l'air après un accident survenu à la suite d'une « série exceptionnelle » d'erreurs humaines et de

### QUELQUES DEFINITIONS

**ELEMENT**: substance élémentaire de la matière caractérisée par un atome particulier. Exemple d'éléments: oxygène, hydrogène, uranium, iode, calcium.

**RADIOACTIF**: se dit d'un atome (donc d'un élément) émettant un rayonnement produit par la désintégration du noyau de l'atome.

#### RADIOACTIVITE:

1) activité de désintégration d'un élément radioactif  
2) rayonnement produit par cette désintégration.

Ce rayonnement a trois composantes:  
1) les rayons alpha, formés de noyaux d'hélium  
2) les rayons bêta, formés d'électrons doués de grande vitesse  
3) les rayons gamma, qui sont des rayons électromagnétiques de même nature que les ondes radio, la lumière ou les rayons X, mais de longueur d'onde beaucoup plus petite.

**PERIODE**: temps qu'il faut pour que la radioactivité d'un élément diminue de moitié (le krypton 85 a une période de 10,6 ans, le carbone 14 de 5600 ans). Cela veut dire que si l'on considère une certaine quantité de krypton 85, au bout de 10,6 ans la moitié n'est plus radioactive; au bout de 21,2 ans, il n'y a plus que le quart qui est radioactif.

**CURIE**: unité qui mesure la radioactivité à son émission. 1 curie est l'activité de 1 gramme de radium soit 37 milliards de désintégrations d'atomes en une seconde.



déformations physiques mourraient au bout de quelques temps. Quant aux enfants, dans le « meilleur » des cas, ils naissaient totalement difformes. La plupart du temps leurs cerveaux étaient troués comme à l'acide sulfurique. Leur agonie pouvait durer des années au prix de souffrances atroces.

Le responsable de ce crime : M. Sosso, le directeur de l'usine, on le voit (photo 2) donnant

une conférence de presse pour se dédouaner. Il aura fallu quinze ans de lutte, des manifestations de pêcheurs, des centaines de morts horribles pour que la justice japonaise accepte de payer des dommages et intérêts aux victimes.

C'est là, dans l'histoire de la pollution, le cas qui peut le plus se rapprocher de ce qui pourrait être un accident atomique. Et encore à une échelle réduite.

défaillances techniques. Environ 20 000 curies d'iode 131 (période 8 jours) 800 curies de césium 137 (période 30 ans) ainsi que d'autres matières radioactives en moindre quantité, ont été ainsi dispersées dans l'atmosphère. Une partie de l'iode 131 s'est déposée sur des pâturages de bêtes laitières, faisant monter de plus de 0,1 curie par litre l'activité correspondante du lait qui a dû être retiré du marché. Selon « la Gueule ouverte » de mars 73 le nuage radioactif parvint jusqu'au Danemark !

Les estimations de la probabilité d'un accident grave, en ce qui concerne les centrales classiques, se voudraient elles aussi rassurantes. Elle est « de l'ordre de une par un milliard ou dix milliards d'années. Par accident catastrophique, on entend une série de phénomènes (...) qui aboutiraient à la libération d'importantes quantités de matières radioactives pouvant entraîner la mort de 5000 à 10 000 personnes ».

Remarquons que pour un expert bourgeois, un accident mérite le qualificatif de catastrophique à partir de la mort de 5 à 10 000 personnes, pas moins. Mais voici des perspectives plus exaltantes encore !

## SUBGENERATEURS : CATASTROPHES PREVUES !

Le surgénérateur, centrale nucléaire « de l'avenir » multiplie les risques imputés aux centrales classiques par cent millions, un à dix risques d'accident par siècle pour 1000 réacteurs en service, selon des spécialistes britanniques.

Le surgénérateur est un nouveau type de réacteur dont une des spécificités est de produire plus de matière fissible qu'il n'en consomme lors des réactions nucléaires, ce qui le rend particulièrement précieux aux yeux de la bourgeoisie. D'autres caractéristiques en font un joujou extrêmement dangereux. Les quantités de matières fissibles sont nettement plus importantes que dans un réacteur classique et en cas de catastrophe, la masse critique qui provoque une explosion atomique peut être atteinte ! Le plutonium contenu en grandes quantités dans le réacteur est extrêmement toxique et radioactif avec une période de plus de 20 000 ans ! Or ce type de réacteur permet une sérieuse économie de com-

bustible nucléaire... Il risque donc d'être défendu avec acharnement par les constructeurs de centrales.

Ainsi, les réacteurs qui contiennent le plus de matières dangereuses sont les moins fiables et sont promis à un développement important. Actuellement déjà, dans les premiers surgénérateurs de puissance, les accidents se multiplient. Le réacteur « Phénix » (France) a divergé le 31 août 1973. Depuis 6 mois il fonctionne normalement et sa puissance maximum a été atteinte, si bien que le Commissariat français de l'Energie Atomique va le remettre à l'EDF pour son exploitation normale et en même temps le proposer sur le marché international.

Diverger, pour un réacteur, n'est pas une pacotille : cela veut dire clairement que les techniciens ne tiennent pas encore toutes les caractéristiques de marché en main... Cela n'empêche pas la commercialisation rapide : concurrence oblige.

## QUAND LES CENTRIFUGEUSES ECLATENT...

Une autre technologie nouvelle, prometteuse elle aussi de catastrophes gigantesques, a fait son apparition dans l'industrie d'enrichissement de l'uranium : le procédé classique de « diffusion en phase gazeuse » semble devoir petit à petit être supplanté par le procédé de l'« ultra-centrifugation ».

« Les centrifugeuses sont des appareils qui doivent tourner très vite, qui posent donc des problèmes d'usure et de sécurité, de résistance des matériaux aux forces centrifuges colossales qu'ils subissent. L'exafluorure d'uranium est un gaz toxique et très corrosif très dangereux. Or, si en ce qui concerne la diffusion, les problèmes de sécurité ont pu être résolus de façon acceptable, un accident survenu le 20 octobre 1973 à Oak Ridge l'une centrifugeuse qui tournait à 250 000 tours par minute a volé en éclats libérant de l'UF<sub>6</sub> et endommageant plusieurs autres centrifugeuses. Le procédé doit encore être amélioré. En outre, une centrifugeuse vit en moyenne cinq ans ».

Des accidents graves, très graves, sont non seulement probables, mais statistiquement quasi certains dans les décennies à venir, si on laisse aux compagnies capitalistes le loisir de développer leur projet. Celles-ci ne l'ignorent pas et n'ont peur que d'une chose : que cela se

sache ! Elles tentent d'accélérer le processus afin de mettre la population devant un fait accompli.

## UNE MENACE POUR L'HUMANITE TOUTE ENTIERE

### LES EFFETS DE LA RADIOACTIVITE SUR L'HOMME

La radioactivité fait partie des rayonnements ionisants, comme les rayons X utilisés en radiologie médicale. Ces rayonnements sont dits ionisants parce que leur énergie est suffisante pour arracher des électrons aux atomes de matière qu'ils rencontrent ; c'est-à-dire pour les « ioniser ». Les atomes de la matière vivante n'échappent évidemment pas à cet effet ionisant. Les effets nocifs sur les organismes vivants des rayonnements ionisants sont classés en deux catégories :

1) Les effets somatiques, c'est-à-dire les effets sur l'individu touché par le rayonnement.

2) Les effets génétiques, c'est-à-dire les effets sur les cellules reproductrices de l'individu touché, qui vont se concrétiser par des conséquences nocives sur sa descendance.

#### a) Les effets somatiques

A très forte dose, les rayonnements ionisants provoquent des brûlures qui, si elles sont assez graves, peuvent provoquer la mort, plus ou moins rapidement. A plus faible dose, ils endommagent certains tissus, surtout ceux dont les cellules sont en train de se reproduire. C'est pourquoi les embryons et les enfants sont particulièrement sensibles.

Les rayonnements provoquent aussi des cancers en déséquilibrant la reproduction des cellules et en induisant une reproduction anarchique. Le cancer des lèvres est une maladie spécifique des ouvrières de l'horlogerie qui déposaient, avec un pinceau dont elles affinaient la pointe avec leurs lèvres, du radium sur les chiffres du cadran de la montre pour les rendre luminescents.

« Le pouvoir cancérogène des substances radioactives se manifeste sous différentes formes. Le cancer du poumon est observé depuis fort longtemps dans cer-

taines mines d'Europe centrale et on l'attribue aujourd'hui à l'action des produits de désintégration radioactive du radon, qui sont inhalés en même temps que les poussières.

#### b) Les effets génétiques

Les rayonnements ionisants causent des modifications dans les chromosomes des cellules reproductrices. Ces modifications peuvent empêcher les cellules reproductrices de fonctionner, rendant la reproduction impossible, ou modifier les caractères du descendant, fruit de la reproduction. Les caractères nouveaux, résultant de la mutation se transmettent au fil de la descendance par hérédité.

« Il convient de préciser que lorsqu'une mutation est achevée aucune restauration n'est plus possible et que l'action mutagène est cumulative... »

« L'exposition d'un grand nombre d'individus à de très faibles doses de rayonnements peut produire le même nombre global de mutations que l'exposition d'un petit groupe à des doses plus fortes... »

Or si la validité du seuil de tolérance pour les effets somatiques est très incertaine, les scientifiques admettent qu'il n'y a pas de seuil de tolérance pour les effets génétiques. Il n'y a donc pas de dose de radioactivité inoffensive.

## L'« INOFFENSIVE » RADIOACTIVITE NATURELLE

La nature, avant l'homme et indépendamment de lui, contient de la radioactivité du fait de la présence d'éléments radioactifs tels que l'uranium, d'isotopes radioactifs cosmiques provenant de l'espace.

La conception qui préside à la fixation des seuils de tolérance de la radioactivité laisse croire que la radioactivité naturelle est inoffensive ce qui n'est pas vrai. La radioactivité naturelle cause cancers et mutations. Ainsi, la chance d'avoir des enfants mongoloïdes (le mongolisme est l'expression d'une mutation chromosomique) augmente avec l'âge de la mère, c'est avec l'âge que la dose de radiations naturelles reçues par les cellules reproductrices augmente évidemment.

Certes, les organismes vivants ont des mécanismes d'élimination des descendants anormaux. Mais ce filtrage n'est pas parfait. Certes, la plupart des enfants porteurs

d'anomalies génétiques graves soit n'arrivent pas jusqu'en âge de se reproduire, soit sont incapables de se reproduire. Mais les porteurs d'anomalies telles que l'hémophilie et le daltonisme sont tout-à-fait capables de se reproduire et de transmettre leur anomalie à des descendants.

## LA CONCENTRATION BIOLOGIQUE

Les effets de quantités de radioactivité même très faibles sont aggravés par des processus biologiques qui concentrent certains éléments chimiques. Ces concentrations se font dans certains organismes ou certains organes d'organismes vivants : ce qui augmente souvent considérablement la dose de radioactivité que reçoivent ces organismes ou ces organes. Ainsi, les animaux concentrent l'iode dans leur glande thyroïde, pour le fonctionnement de laquelle il est indispensable ; donc aussi l'iode 131 radioactif libéré par les centrales nucléaires. Les animaux qui existaient de leur environnement accumulent du calcium pour leurs os accumulent par la même occasion le strontium, car ses propriétés chimiques sont les mêmes que celles du calcium. C'est ainsi que le strontium 90 radioactif produit par les explosions atomiques s'est concentré depuis la fin de la deuxième guerre mondiale dans les os des animaux et des hommes.

Ce phénomène est aggravé encore par les concentrations le long des chaînes alimentaires. Un poisson qui mange mille crevettes microscopiques dans une eau contenant des substances radioactives concentrera dans l'organisme 1000 fois la radioactivité préalablement contenue dans chaque crevette. La quantité de substances radioactives sera 100 000 fois plus forte dans l'oiseau qui mangera 100 exemplaires de ces poissons, et ainsi de suite. Par exemple, pour le radiophosphore, on a observé la concentration suivante le long d'une chaîne alimentaire :

	Radioactivité
Eau	1
Plancton	2000
Canards	40 000
Leurs œufs	1 500 000

L'homme est toujours en fin des chaînes alimentaires. Personne ne le mange, mais il mange les oiseaux qui ont mangé les poissons qui ont mangé les crevettes, etc. Une quantité de radioactivité très faible dans l'eau peut donner une quantité infiniment plus grande dans l'organisme humain du fait de l'effet de concentration le long des chaînes alimentaires.

## VERS L'AUGMENTATION DES ANOMALIES GENETIQUES ET DES CANCERS

Ainsi donc, une augmentation même faible de la dose de radioactivité réunie par la population humaine augmente le nombre des mutations. L'écrasante majorité de ces mutations donne des caractères pathologiques héréditaires. Le nombre de mutations naturelles est accru, proportionnellement à l'augmentation de la radioactivité. Chez les autres espèces animales, l'environnement hostile cause une sélection naturelle très sévère qui élimine les éléments « malsains » et assure la perpétuation de l'espèce.

Dans l'espèce humaine, la sélection naturelle est faible. La société parvient — dans une certaine mesure — à pourvoir aux besoins des handicapés, pallie à leurs déficiences par des moyens médicaux. Les porteurs de mutations sont donc relativement peu éliminés et peuvent donc se reproduire. Il faut souligner que cela représente un progrès de la civilisation. Mais c'est un obstacle de moins pour la diffusion de ces malformations dans la population humaine par les croisements de population.

Toute augmentation de la radioactivité réunie par l'humanité augmente dans les générations à venir, la proportion de la population atteinte d'anomalies génétiques. Tout porte à penser que l'augmentation de la radioactivité réunie par l'humanité entraîne de la même façon un accroissement du nombre de leucémies et de cancers et des phénomènes d'augmentation générale des maladies. Aussi « la Gueule ouverte » n° 5 citait le cas suivant :

Les effets des déchets radioactifs produits par une usine de produits atomiques à Dillsburgh (USA) et déversés

dès 1965 dans l'eau d'une rivière utilisée quelques kilomètres en aval par une petite ville, ont fait passer la mortalité de 19,1 % en 1964 (moyenne de l'Etat : 23 %) à 43,9 % en 1970 (moyenne de l'Etat : 20,2 %). Si on analyse la mortalité infantile en fausses couches, les maladies de l'enfance, l'effet de la radioactivité se fait sentir d'une manière absolument significative, alors que là encore, les quantités déversées dans les eaux étaient relativement faibles par rapport aux normes.

L'humanité ne peut rien contre la radioactivité naturelle, mais elle peut se dispenser de l'aggraver.

## QUAND IL SERA TROP TARD

Les partisans des centrales nucléaires considèrent que le risque qu'une centrale ait un accident grave peut être pris de la même manière que le risque d'autres accidents, pour autant que ces risques soient inférieurs à certains seuils de probabilité.

Mais en fait, la nature du risque d'un accident de centrale nucléaire est sans commune mesure avec un autre type de catastrophe. Comparons par exemple, l'explosion (chimiquement, et non comme une bombe atomique) d'une centrale nucléaire, dispersant à la ronde des tonnes de matières fortement radioactives, avec, par exemple, la rupture d'un des plus grands barrages de France.

Cette deuxième catastrophe ferait à coup sûr des dizaines de milliers de morts dans la plaine. Elle serait néanmoins moins catastrophique que l'explosion de la centrale, alors même que celle-ci ne ferait peut-être que 200 morts. Jusqu'à une certaine altitude, la vallée aurait connu des destructions importantes, mais la descendance des survivants ne porterait aucune trace de la catastrophe. Dès le retrait des eaux, la zone sinistrée pourrait être reconstruite, alors que l'explosion de la centrale causerait un très grand nombre de cancers loin à la ronde, des effets génétiques importants, et une zone centrée sur l'usine serait si fortement irradiée (sol, débris, qu'elle devrait être clôturée et condamnée pour des millénaires. Globalement, l'explosion de la centrale aura endommagé une région bien plus grande que la plaine. Les vents emmèneraient au loin les radionucléides, des atomes de l'air lui-même seraient devenus radioactifs.

Ainsi, alors que l'enjeu est si terrible, il n'est plus possible d'engager de pari sur l'avenir, si faible que puisse être le risque de le perdre.

## ECONOMISER SUR LA SECURITE

Dans les deux premières parties de ce dossier, nous avons présenté un tableau de l'utilisation qui est faite actuellement par le capitalisme de l'énergie nucléaire. Si l'on a en tête la malignité des effets de la radioactivité, ce tableau donne froid dans le dos :

— effluents radioactifs relativement abondants émis dans l'environnement et atteignant l'homme ;

— fûts de déchets hautement radioactifs et indestructibles, nulle part inoffensifs et dont le blindage étanche se détériore relativement vite (puisqu'on a déjà pu constater des défauts) ;

— déchets transportés avec des précautions dérisoires sur des routes meurtrières ;

— accidents ni rares, ni bénins libérant des quantités alarmantes de radioactivité.

Avec l'énergie atomique, le capitalisme joue de toute évidence les apprentis sorciers, et cela au mépris de la survie de l'humanité toute entière.

Ces atteintes présentes et futures à l'environnement et à l'homme, cette insécurité sont-elles dues à la logique du système capitaliste qui veut que les intérêts véritables de l'homme soient sacrifiés aux profits à court terme de la bourgeoisie ? Ou sont-elles dues à des dangers intrinsèques de la technologie nucléaire ?

Il est clair que le système capitaliste endosse une part importante des responsabilités. Les exemples d'effluents radioactifs déversés dans l'environnement que nous avons cités dans la première partie de l'article, montrent qu'on est loin d'appliquer systématiquement la précaution minimum d'isoler les déchets radioactifs. La loi du profit pousse inévitablement les capitalistes à économiser sur les mesures anti-pollution et de sécurité.

La minimisation systématique de l'importance de la radioactivité des effluents, autorisant les pires « solutions » de facilité (les moins chères !), doit éveiller la plus grande méfiance. N'oublions pas qu'une série de centrales, mises en œuvre dans les années 50, ont fonctionné selon des modes acceptés jusqu'à ces dernières années, alors qu'ils sont considérés aujourd'hui comme intolérables à cause des risques qu'ils font courir (risques qui étaient pourtant déjà largement connus des milieux scientifiques à l'époque).

Que va-t-il se passer si, dans vingt ans, les conditions de fonctionnement de certaines de centrales sont brusquement remises en cause ? Et si l'on constate après coup que cette pratique a bouleversé les équilibres génétiques de l'humanité ?

## UNE TECHNOCRATIE PREMATUREE

Les mécanismes du système sont des facteurs propres à aggraver la pollution radioactive et les dangers dus à l'industrie nucléaire. Mais cette pollution et ces dangers sont inévitables au stade actuel de développement technologique dans la mesure où la « création » d'effluents et de déchets radioactifs est inévitablement liée au fonctionnement d'une centrale atomique.

Au cours du temps, l'uranium d'une centrale rend radioactives les conduites et les armatures métalliques qui le contiennent, l'eau qui l'entoure. La radioactivité se transmet ainsi de proche en proche. La radioactivité gagne progressivement toutes les parties de l'usine, tout en devenant plus faible à mesure qu'augmente l'épaisseur de matière qui les sépare de l'uranium. Les turbines deviennent lentement radioactives, l'eau de refroidissement, les poussières de l'air, ses gaz rares, les habits du personnel lui-même, etc. Jusqu'au colossal coffre de béton qui

entoure le cœur. La protection des hommes et de l'environnement contre la radioactivité produite repose sur la multiplication des enceintes et le filtrage des impuretés de l'air et de l'eau. Mais même les enceintes les plus internes doivent de temps en temps être ouvertes ; par exemple, pour le changement tous les 1 à 3 ans environ, des barres d'uranium. Ces manipulations nécessaires causent chaque fois une fuite d'éléments radioactifs hors de l'enceinte ouverte et une contamination de l'air et des objets introduits pour la manipulation. La même chose se passe lors de chaque révision ou « panne ».

Quelle solution reste-t-il alors ? Stocker tous les effluents dans des récipients dont les parois ne laissent pas passer les radiations ? Mais des quantités gigantesques et bien sûr croissantes de matières devraient être entreposées et isolées dans des enceintes colossales. Un tel stockage deviendrait bientôt une aberration technologique et économique. Des portions du globe (fond des mers, cavernes, déserts), utilisées comme cimetières nucléaires seraient ainsi condamnées. Des quantités énormes d'heures de travail seraient consacrées à la gestion de ce stockage et à sa sécurité.

Et le personnel de l'usine ? Car lui aussi est devenu radioactif !

Le plus grand luxe de précaution, de constante vigilance dans la société la plus rationnelle, ne sauraient éliminer à 100 % toute possibilité d'accidents dans le transport de matières radioactives ou d'accidents de centrale.

De toute évidence, la technologie nucléaire est une technologie imparfaitement domptée par l'homme, puisqu'il est incapable de la faire fonctionner sans risques d'accidents et sans effets désastreux sur l'environnement et l'homme. Des faits très récents et très graves en témoignent d'une manière caricaturale : deux prototype de surgénérateurs révèlent des déficiences graves en France et en Grande-Bretagne, un troisième aurait explosé en URSS. Une centrifugeuse servant à l'enrichissement de l'uranium explose.

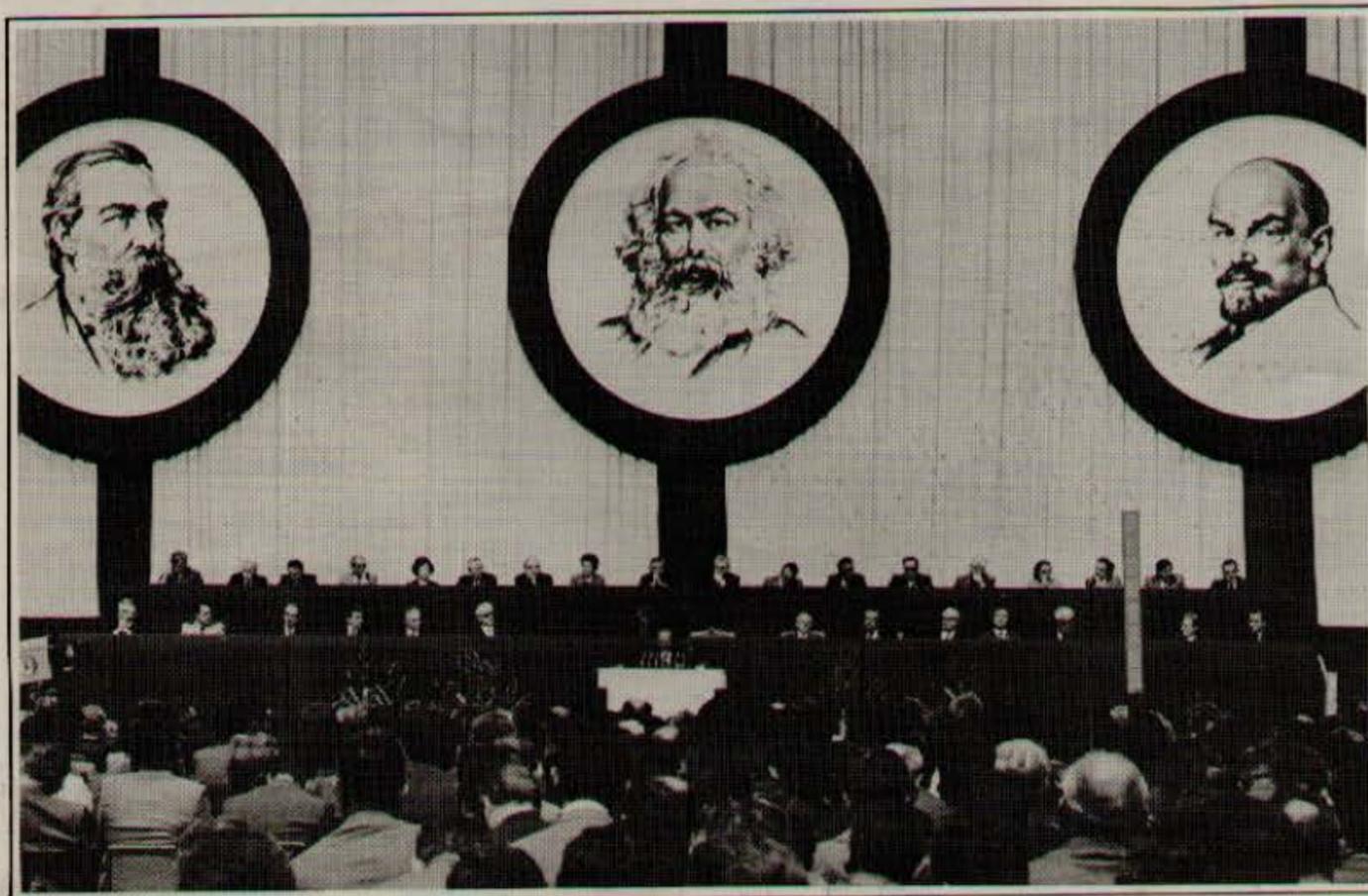
Cependant, rien ne nous autorise à exclure a priori que la technologie nucléaire ne soit dominée parfaitement un jour et puisse être alors utilisée sans aucun danger.

En attendant un tel progrès de la science, une société socialiste supprimerait l'anarchie et le profit capitalistes, qui aggravent les dangers de l'énergie nucléaire, mais ne saurait supprimer totalement ces dangers. Une telle société ne tolérerait aucun cancer, aucune mort, aucune anomalie génétique comme « rançon nécessaire du progrès », et devrait donc renoncer à l'utilisation de l'énergie nucléaire tant qu'elle serait inséparable d'une augmentation du nombre de cancers et de mutations. Cela lui serait d'autant plus facile qu'aucune contrainte de rentabilité ne l'empêcherait de développer l'énergie solaire, géothermique ou marémotrice à la place de l'énergie nucléaire et qu'elle supprimerait les gigantesques gaspillages d'énergie inhérents au système capitaliste.

C'est pourquoi il faut s'opposer à l'utilisation de l'énergie nucléaire, à la construction de nouvelles usines comme à utilisation de celle qui existent déjà, parce qu'elles entament très gravement la santé et le bien-être de la population et de sa descendance, grévant ainsi l'avenir socialiste de l'humanité d'une lourde hypothèque.



# L'HEURE DES BILANS



Le Xème congrès de la Ligue des Communistes yougoslaves s'ouvre le 27 mai. Il survient après un tournant de la situation sociale et politique marqué par la grande vague des purges au sein du parti, commençant par les Croates, mais touchant depuis 71 toutes les principales Républiques (57.000 personnes purgées, 90.000 qui n'ont pas repris leur carte. Derrière la démagogie officielle qui va affirmer lors de ce congrès la construction du socialisme et le renforcement de l'auto-gestion, ce qui s'impose d'abord, c'est la politique bureaucratique de répression à l'égard des oppositions socialistes qui n'acceptent pas la « normalisation » actuelle. La principale de ces oppositions vient depuis plusieurs années de l'intelligentsia marxiste et des étudiants.

Une opposition frontale ne va pas manquer dans un avenir proche — et sans doute à l'occasion des vacances d'été démobilisatrices — de dénouer une tension croissante qui depuis des années oppose la haute direction de la LCy et les professeurs marxistes soutenus par leurs élèves. Dans un prochain article, nous montrerons les termes de cet affrontement.

Aujourd'hui, nous rappelons l'historique des mobilisations étudiantes antérieures. Ensuite, nous ferons le point de l'arrière fond social et politique qui marquera le Xème Congrès de la LCy; C.V.

## LE MOUVEMENT ETUDIANT EN YUGOSLAVIE

Les premières formes d'expression autonome, et les premières tentatives d'organisation du mouvement étudiant yougoslave, en dehors du cadre figé et sclérosé qu'imposait habituellement la bureaucratie à la jeunesse, datent de 1966. Les étudiants profitent d'une vaste campagne de protestation contre l'engagement accru des USA au Vietnam, impulsée mais étroitement contrôlée, comme d'habitude, par les autorités, pour déborder la bureaucratie : meetings et manifs sauvages vont s'organiser, débordant les structures de masse officielles. On vit alors une avant-garde, dont l'enthousiasme et l'internationalisme sincère compensaient le manque d'expérience, entraîner de vastes

couches de la jeunesse dans des initiatives peu « orthodoxes » que la peur congénitale de toute forme de lutte échappant à leur contrôle avait fait bannir depuis longtemps par les apparatchiks des pays de l'Est : débats contradictoires, meetings, sit-in devant l'ambassade yankee, manifestations. Mais ce furent aussi les premiers affrontements violents avec la « milice populaire ». La bureaucratie yougoslave au-delà des protestations verbales, n'a en effet nullement envie de remettre en cause sa politique de coexistence pacifique, ni ses rapports fructueux avec l'impérialisme américain. La semaine de solidarité avec le peuple vietnamien terminée les sanctions disciplinaires pleuvent sur les participants :

elles auront au moins un mérite, celui d'enlever les dernières illusions sur la nature de la bureaucratie « auto-gestionnaire ».

La première mobilisation de 1968 témoignant de cette orientation fut la campagne menée pour défendre les 2700 étudiants et professeurs arrêtés à Varsovie.

« Nous vous assurons de notre solidarité sans réserve dans votre lutte pour la démocratisation de la société polonaise, (...) nulle répression ne peut étouffer la pensée libre et critique, pas même celle qui se réclame, à tort, de l'idéal socialiste. (...) nous sommes stupéfaits de constater qu'un pays socialiste tolère les provocations anti-sémites et même s'en sert pour masquer ses problèmes internes (...) ce sont des pratiques qui font

à cela, la bureaucratie, d'abord prise au dépourvu, réagit violemment : blocage policier des facs et des campus, presse étudiante (notamment « Student ») interdite et multitude d'arrestations. Dans ces circonstances la presse bureaucratique, presse aux ordres, fut particulièrement odieuse, agitant l'épouvantail de l'étudiant incendiaire ; rien n'y manqua, pas même le « complot international » : on vit même une feuille dechou pornographique du soir publier une photo truquée de la voiture de l'ambassadeur de France (!!!) devant la fac de philo. Pendant que des lettres téléguidées de désapprobation affluaient de la part « d'ouvriers », le gouvernement fédéral adopta plusieurs propositions de loi octroyant aux étudiants des bourses plus élevées, une nouvelle réglementation de la sécurité sociale et le droit de gérer les œuvres universitaires.

A cette tentative de la bureaucratie de présenter le mouvement comme une révolte petite-bourgeoise d'un petit nombre de « privilégiés », les étudiants répondirent par une campagne d'explication et de sensibilisation au sein de la classe ouvrière. Les façades des facs se couvrirent de banderolles portant les mots-d'ordre « à bas la caricature de socialisme », « ouvriers, votre combat est le notre », « la révolution n'est pas terminée », et de nombreux tracts circulèrent pour expliquer le sens de l'action étudiante. Malgré l'arrestation systématique des délégations qui se rendaient dans les entreprises, la vraie nature de la mobilisation fut comprise en milieu ouvrier. La solidarité, surtout matérielle qui s'en suivit, permit au comité de coordination d'assurer l'extension de la lutte, le ravitaillement quotidien des étudiants assiégés, ainsi que l'impression régulière de « Student », d'un « journal rouge » de philo, et de bulletins centraux quotidiens.

Enfin après plusieurs jours de discussions dans les A.G. (40.000 participants par jour), le comité d'action, dans lequel les comités universitaires du Parti avaient été les plus actifs, publia un « Programme politique d'action ». Ce véritable programme de transition embryonnaire contraignit la bureaucratie à battre en retraite. Les plus hautes instances du Parti durent reconnaître la « légitimité » de l'action et de ses principaux mots d'ordre :

- application des principes socialistes de distribution
- action énergique contre l'enrichissement
- planification démocratique de bas en haut et droit au travail garanti
- auto-gestion à tous les niveaux et secteurs de la société
- démocratisation des organisations socio-politiques et principe de révocabilité

Après un discours de Tito à la télé, promettant de veiller personnellement à l'application des engagements pris, les étudiants décidèrent de suspendre la grève. Certes, l'avant-garde marxiste-révolutionnaire n'accordait aucune confiance à la bureaucratie, mais consciente des limites d'un mouvement étudiant, elle estimait avoir déjà remporté une première victoire.

### LA NORMALISATION

Tito, dans une discours prononcé après les événements comprit le danger :

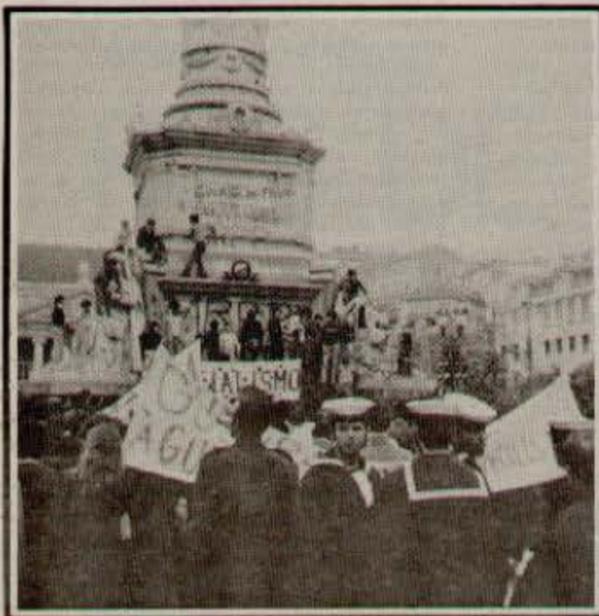
« (...) Je pense que les événements qui viennent de se produire dans l'université nous ont frappés à la tête. Il semble que beaucoup de camarades se sont réveillés stupéfaits, comprenant du coup ce qui aurait pu se passer si notre classe ouvrière, exaspérée par les difficultés de vie, avait entrepris certains pas... qui, disons, ne sont pas conformes à la légalité socialiste. »

La grande peur de la bureaucratie de voir la jonction des luttes ouvrières et étudiantes s'exprima dans une répression feutrée et sélective qui frappa toutes les universités mais surtout la plus combative, l'université de Belgrade. Dès juillet 1968, la cellule complète de la Ligue des Communistes de la fac de philo est dissoute pour « opposition à l'autogestion » et « travail fractionnel ». La direction du Parti ne pouvait pardonner à cette cellule d'avoir été partie prenante de la récente grève.

En 1969, une loi instaurant le délit de « propagande d'écrits susceptibles de provoquer l'inquiétude ou le mécontentement des citoyens », est adoptée. Elle permit, ainsi que d'autres manœuvres, la saisie systématique et l'étranglement de plusieurs journaux et publications d'étudiants et d'« oppositionnels ». La rédaction de « Student » a été depuis, plusieurs fois remaniée. Les quelques procès à des « trotskystes » n'ont été organisés que très tardivement, quelques années après la grève, mais ils n'est pas moins vrai que tous les dirigeants étudiants de 1968 (plusieurs dizaines) sont passés par les prisons.

La répression a certes affaibli le mouvement étudiant yougoslave, mais elle ne l'a pas brisé. Les dernières mobilisations dans les facultés de philosophie (Belgrade, Zagreb, Ljubljana) le prouvent.

Filip LATINOVIĆ



Manifestation place du Rossio à Lisbonne dont était partie prenante la LCI, section portugaise de la IVème Internationale.

colonies portugaises

## LES NEGOCIATIONS DE LONDRES

Et voilà nos réformistes partis en guerre contre ceux qui les soupçonnent de visées néo-coloniales. Il n'en est rien, disent-ils. Nous sommes pour l'auto-détermination avec toutes ses conséquences ! Intéressant, mais insuffisant, Monsieur Soares. L'Angola est découpé comme un gâteau en dizaines de concessions pétrolières et minières. A Cabinda, la Gulf Oil a sa propre armée de mercenaires. Au Mozambique, le barrage de Cabora Bassa en construction a toujours comme objectif de fournir l'Afrique du Sud en électricité. Dans la capitale, la police montée a chargé sabre au clair une manifestation de dockers africains. Almeida Santos a osé leur déclarer : « Nous faisons le maximum pour vous donner des salaires élevés. Je ne peux vous distribuer de l'argent que je n'ai pas. Bientôt vos frères arriveront et gouverneront. Jusque là il faudra vous contenter de ce que je pourrai obtenir pour vous ». On comprend que les dockers aient refusé de se disperser ! Des dizaines d'entreprises étrangères qui font des bénéfices fabuleux au Mozambique n'ont-elles pas les moyens de payer ?

Nous ne voulons pas le néo-colonialisme, crient-ils. Mais nous attendons encore la moindre déclaration sur ce qui sera la base objective de celui-ci, sur les dizaines de trusts multinationaux qui s'arrachent concession sur concession et qui ont relégué depuis longtemps leur partenaire portugais au rang de valet de pied. L'union nationale avec le mouvement des forces armées est un but en soi pour ces messieurs du PS et du PC. Mais ceux qui se refusent à briser l'Etat capitaliste portugais ne peuvent pas, a fortiori, en briser la fonction impérialiste.

Les négociations de Londres avec le PAIGC sont pour leur part éclairantes quant à la politique de Lisbonne. Pour les Portugais, le cessez-le-feu devrait se faire « sur place » afin d'obliger le PAIGC à s'insérer dans une vie politique « légale » ou une série de groupuscules droitiers pourraient lui imposer un gouvernement multi-partis. La réponse du commandant Pires au ministre des forces armées est claire : « Nous sommes l'Etat », « Référez-vous au programme de lutte du PAIGC, nous demandons l'application de chaque point ».

Ceci veut dire que le PAIGC demande dès à présent un droit de regard sur toutes les zones encore occupées par les Portugais, y compris les îles du Cap Vert. La recherche par Lisbonne d'une minorisation du PAIGC au nom d'une soi-disant représentativité de tous les partis tombe à l'eau.

Trois ministres socialistes et deux communistes dans le gouvernement portugais, c'est quelque chose, monsieur ! Vous allez voir ce que vous allez voir, c'est comme si les colonies étaient déjà indépendantes. Des internationalistes ? Pensez donc !

La proclamation de l'Etat de Guinée Bissau en 73 visait deux objectifs : se doter d'un instrument politique qui corresponde au degré d'organisation des zones libérées et fournir un support juridique à une bataille diplomatique internationale contre « l'occupant portugais ». Lisbonne cherche à nier la victoire qu'a remportée l'Etat guinéen en se faisant reconnaître par plus de 80 pays. Mais rien n'y fera, les Portugais devront reculer.

Sur le terrain, les activités militaires des deux parties ont été fortement ralenties depuis deux semaines. Mais dans les trois semaines qui suivirent le coup d'Etat, le PAIGC avait accentué sa pression militaire. Le premier mai, des unités d'artillerie en coordination avec l'infanterie ont attaqué les camps retranchés de Iembelem et Cafine. Le 3 mai, l'axe Catio-Cufar est coupé par la destruction d'un pont. Le 14 mai, 5 des casernes de Sintchanel ont été détruites, etc. Si l'armée portugaise est réduite à des sorties éclairs autour de ses camps retranchés, on ne voit pas comment Lisbonne pourrait refuser longtemps de discuter sur le fond des choses.

Il y a d'abord les îles du Cap Vert où le PAIGC, bien qu'implanté, n'a pas eu les moyens de déclencher la lutte armée, notamment en raison des particularités socio-géographiques de l'archipel. Le Portugal y entretient deux importantes bases aériennes et navales aux bons soins de l'OTAN. La terrible famine qui ravage régulièrement ce pays a engendré une importante émigration cap verdienne, utilisée depuis quelques années comme main-d'œuvre à bon marché en métropole. Les îles du Cap Vert sont donc avant tout un point stratégique de l'alliance atlantique. Le PAIGC y revendique le pouvoir politique au nom de l'existence de l'Etat guinéen et refuse les attermoissements de Lisbonne. C'est pourquoi Pedro Pires indiquait dimanche à Londres que : « les négociations de ce genre peuvent être très longues ».

Autre point décisif pour les négociations de Londres : la situation en Angola et au Mozambique. Luis Cabral, président du Conseil d'Etat de Guinée Bissau, déclarait le 27 mai à Radio-Libération que les nouveaux dirigeants du Portugal « doivent partir de la réalité de toutes nos conquêtes, des conquêtes de tous les peuples

des colonies portugaises, sur le chemin lumineux de la libération ».

Pourtant, la situation est loin d'y être aussi claire qu'en Guinée. Notamment en Angola où existe un colonat de plus de 600.000 personnes qui profite pleinement de l'actuelle croissance économique induite par les investissements impérialistes. Le mouvement nationaliste y est fortement divisé. Nous avons déjà eu l'occasion de dire tout le mal que nous pensons du FNLA-GRAE de R. Holden, soutenu par Mobutu. Mais par ailleurs s'est développée à partir de 66 l'UNITA, scission du FNLA, qui, sur des positions critiques vis à vis du MPLA, a engagé un début d'implantation dans le sud du pays. Les critiques principales que porte l'UNITA à l'encontre du MPLA ont trait à la « nature petite-bourgeoise de sa direction » et à l'absence d'une direction à l'intérieur des zones libérées. Il est bien évident que tout cela ne suffit guère pour présenter l'UNITA comme le groupe le plus conscient. Le crédit qu'obtint cette organisation au sein d'une partie de l'extrême-gauche européenne vient du soutien que Pékin lui apporta, notamment en la mentionnant dans ses communiqués. En voyant aujourd'hui la direction chinoise accorder sa bienveillance au FNLA à travers son soutien à l'ineffable Mobutu, on ne peut considérer la politique es-colonies portugaises du grand timonier comme une référence ! Pour que l'UNITA joue un rôle dans la période et pour qu'elle s'affirme comme un authentique mouvement de libération révolutionnaire, il faudra qu'elle renonce aux déclarations auto-proclamatoires au profit d'une réelle analyse du processus révolutionnaire qu'elle prétend incarner.

Enfin, il y a le MPLA qui, lui aussi, subit en son sein les insuffisances politiques de son élaboration programmatique. Hétérogène, il a connu l'an dernier une crise grave, provoquée par un conflit entre A. Neto et la tendance de Chipenda. Comment la nouvelle situation va-t-elle s'articuler avec ces débats ? Almeida Santos, du gouvernement portugais, déclarait le 26 mai qu'il n'y a pas en Angola « de représentants valables de ces mouvements ». Cette curieuse déclaration (n'y a-t-il pas une direction du MPLA ?) laisse présager une crise au sein du MPLA, crise qui en l'absence d'une clarification définitive, faciliterait les manœuvres de l'impérialisme.

L'Angola, par sa situation et son histoire, subit fortement les particularités de l'Afrique équatoriale : fortes divisions ethniques et pressions régionalistes de la part des régimes voisins. A cela s'ajoute la question importante de la communauté blanche. Nier ce problème serait une erreur. Il y a là un véritable débat politique. Les risques de voir s'installer un mouvement ultra ne peuvent être évités par le seul mot d'ordre propagandiste d'une Angola multi-raciale (évoquée il y a quelques semaines par le MPLA). Le colonat blanc, y compris ses couches les plus pauvres, occupe une place particulière et privilégiée dans les rapports sociaux. Maintenir cette situation pour éviter une déflagration analogue à la crise congolaise de 61-64 peut mener à des positions opportunistes et dangereuses.

C'est bien sur un programme authentiquement anti-capitaliste que l'avant-garde angolaise pourra faire échouer le plan néo-colonialiste de l'impérialisme.

C. GABRIEL  
le 28-5-74



Le PAIGC a proclamé l'

## LE PORTUGAL NE DOIT PAS DEVENIR UN NOUVEAU CHILI

Les apprentis Pinochet du Portugal commencent déjà à montrer le bout de leurs oreilles. Le général Carlos Galvao de Melo, de la junte militaire, se plaint le 27 mai à la télévision du « mauvais usage » que font les Portugais de la liberté qui leur a été offerte le 25 avril. Il semble que certains de ces messieurs galonnés se repentent déjà de leur « libéralisme » et, confrontés avec la mobilisation massive des travailleurs, les grèves, les manifestations de rue, la radicalisation des soldats et marins, etc et ressentent de la nostalgie pour le vieux régime salazariste.

La classe ouvrière portugaise vient de faire une irruption massive sur la scène sociale et pour la première fois depuis 50 ans, on assiste à un mouvement généralisé et combatif de la lutte de classe, imposant fréquemment des augmentations importantes de salaires, de meilleures conditions de travail, la réadmission d'ouvriers exclus pour des raisons politiques, etc. Face à cette mobilisation sans précédent, quelle est la politique des réformistes du PC portugais ? « Nous mettons aussi en garde les masses laborieuses contre toute action qui pourrait favoriser une crise économique » (interview de dirigeants du PCP, « Le Monde » 28.5.74). En un mot : ils se posent face aux ouvriers en tant que défenseurs loyaux de l'économie capitaliste contre tout danger de crise. Ils sont presque à dénoncer les importantes augmentations de salaires accordées par certains monopoles comme une « manœuvre » et une « provocation » contre les petites et moyennes entreprises...

Mais le pire, ce sont les « leçons » que les dirigeants du PCP ont tirées de la tragique expérience chilienne : selon Niedergang, le premier souci des dirigeants du PC portugais est d'éviter un Chili au Portugal (« Le Monde » 28.5.74). Comment ? En se méfiant de l'armée bourgeoise ? En mobilisant et armant les travailleurs ? En organisant l'unité à la base entre ouvriers, soldats et marins ? Bien au contraire, le PCP propose de maintenir l'unité avec l'armée et de ne pas « céder aux surenchères gauchistes » (« Le Monde » 28.5.74). La leçon du Chili pour lui, c'est donc que l'Unité populaire est tombée parce qu'elle n'a pas fait assez de concessions à la bourgeoisie et aux militaires ! Encore une fois, en refusant de préparer les travailleurs à l'affrontement avec la bourgeoisie et ses bandes armées, les réformistes ne proposent au prolétariat que l'alternative entre la capitulation ou l'écrasement par un putsch fasciste.

Les déclarations menaçantes de Galvao, la protection accordée au fasciste Caetano (exilé doré au Brésil) sont quelques uns parmi les premiers symptômes des vraies intentions de la junte militaire, qui semble

vouloir garder le pouvoir réel entre ses mains, à travers un prétendu « Conseil d'Etat » parallèle au gouvernement. Le mouvement ouvrier portugais sera-t-il pris au dépourvu, désarmé et démobilisé, face aux manœuvres des futurs Pinochet ? Le développement de la gauche révolutionnaire est un élément décisif pour empêcher que le Portugal ne devienne un nouveau Chili.

Après le meeting des révolutionnaires auquel a participé le camarade Mandel et dont la presse, la radio et la télévision portugaises se sont faites largement l'écho, une manifestation anti-colonialiste a été organisée samedi dernier par le même front uni des courants de l'extrême-gauche : nos camarades de la L.C.I. (Liga comunista Internacionalista), le Parti révolutionnaire du prolétariat, l'unité révolutionnaire Marxiste-Léniniste. Selon « Le Monde », 4 à 5.000 jeunes y ont participé, avec « aux premiers rangs du cortège, des soldats, fantassins et marins en uniforme, brandissant des drapeaux rouges » (« Le Monde » 28.5.74). Le mot d'ordre lancé par la L.C.I. : « Plus un seul soldat pour les colonies » a été scandé par les manifestants, auxquels se sont joints de nombreux travailleurs africains immigrés.

La réaction de la haute hiérarchie militaire ne s'est pas faite attendre : un communiqué de l'état-major des Forces armées déclare que ces « individus affirmant représenter des courants politiques d'extrême-gauche... se rendent coupables de crimes contre l'ordre politique établi et ; adoptent des attitudes qui pourraient conduire à un conflit inévitable avec les Forces armées ».

En effet, les crevures galonnées ne peuvent supporter de telles manifestations de soutien internationaliste aux peuples des colonies et craignent de plus en plus la contagion gauchiste au sein de l'armée et de la marine. Au moment où divers plans néo-colonialistes sont préparés par la junte militaire, (bénéficiant de la complicité des réformistes) : maintien de la domination portugaise sur les îles du Cap-Vert, « fédération » entre le Portugal et le Mozambique, négociations avec le « nationaliste » angolais pro-impérialiste (et ami de Mobutu) Holden Roberto, etc., l'existence d'un mouvement anti-colonial combatif au Portugal est une gêne considérable pour ces messieurs.

Plus que jamais l'auto-organisation des ouvriers et des travailleurs, la formation de Comités de soldats et marins, la mobilisation et l'armement de piquets d'auto-défense (et dans l'avenir, de milices ouvrières) est la seule garantie contre un coup réactionnaire de Spinoza, Galvao ou un autre ex-fasciste fraîchement converti à la démocratie.

Carlos ROSSI



indépendance de la République de Guinée Bissau dans un village.

## CHER MONSIEUR, CONSEILS POUR NOS INVESTISSEMENTS AU CHILI

« En dépit du chômage qui a augmenté de 100 % depuis le « coup » la confiance des banques internationales se manifeste.

Le F.M.I. a offert au Chili un crédit de 95 M de dollars. La B.I.D. (International Development Bank) a donné son aval au nouveau programme économique. Les américains ont accordé des crédits alimentaires (à travers la Commodity Credit Corporation) et envisagent des crédits d'exportation ».

**Tout va bien...**

« 75 000 militaires dont 25 000 carabiniers (gendarmerie paramilitaire) guidés par les nouveaux services désécurité (general Floody) veillent. »  
« Le général Pinochet, 58 ans, paysan buté, médiocre, attentiste et secret demeurera chef du gouvernement ».

« Raoul Saez et Fernando Leniz » ayant « préparé dans l'ombre la reconstruction » sont des économistes en qui on peut avoir confiance et qui sont aidés à Washington par Hennessy qui se trouve au Trésor ».

**Tout sera fait pour les investisseurs étrangers...**

« Le nouveau code va leur accorder le même statut qu'aux Chiliens : garanties de change, clause d'indexation protégeant contre les dévaluations, et en outre droit de rapatrier chaque année 14 % des profits et le capital au bout de 2 ans ».

« D'autre part, il y a un mouvement assez général pour remettre en cause, voire tourner le Pacte de Cartagena (pacte andin) qui limite le droit de propriété des étrangers dans 6 pays voisins (Vénézuéla, Colombie, Equateur, Bolivie, Pérou, Chili) ».

Déjà la décision 24 du Pacte Andin a été transgressée à plusieurs reprises... Par exemple la société américaine Dow Chemicals a pu importer hors taxes l'équipement nécessaire à la reconstruction de ses installations endommagées sous Allende... 50 autres firmes dénationalisées vont profiter des mêmes avantages... »

**Ci-joint la liste des entreprises. A l'abri d'un bon partenaire chilien, voyez grand :**

Il y a les mines, l'agriculture, et quelques industries...

Le cuivre était prospecté par les Polonais hier, aujourd'hui par les Japonais. Neuf compagnies (Naranda du Canada en tête) se ruent sur le cuivre.

« Codeco (l'office national du cuivre) est disposé à livrer aux étrangers des informations géologiques et technologiques confidentielles ».

Explorez les ressources énergétiques : pétrole ! gaz naturel ! houille blanche ! lignite ! bauxite !

En ces temps de pénurie mondiale du papier, considérez les importantes réserves de bois, exploitées surtout par les Allemands.

Les Chiliens ont besoin d'avions de type Mirage et de tanks adaptés... »

Pensez aux conserves de poissons (4200 kilomètres de côtes) et aux vins (le marché nord-américain est bloqué par Seagers mais le Brésil ou un Bordeaux moyen se vend 25 dollars sera certainement amateur).

« Si vous vous installez, choisissez un excellent avocat, pour échapper aux tracasseries administratives. »

Et un bon partenaire local, pour prévenir l'éventuel retour au nationalisme économique... voir l'important groupe Edwards (en la personne du très étonnant Hornan Cubillas, 38 ans, peut-être futur président du Chili...). Soit encore Orlando Saenz, soit Javier Vial, soit Leniz, Claro, Kelly, etc... (ces trois derniers, civils officiels, sont des hommes-clefs pour les investissements). »

« Contrairement à d'autres dictatures sud-américaines, la chilienne est — pour le moment — rigoureusement honnête.

L'amiral Merino vit sur un salaire mensuel de 285 dollars, le dixième du salaire d'un bon technicien du cuivre ».

« A Santiago, descendez au Carrera ou au Crillon, tous deux commodes. Le Sheraton-I.T.T.-San Cristobal est plus agréable l'été (c'est-à-dire en janvier-mars) avec air conditionné et piscine ».

« Dînez au Mistral, au Portada Colonial, au Rendez-vous des Gourmets ou au Club de Golf, où vous découvrirez l'un des plus agréables « green » d'Amérique Latine.

« Attention... Le couvre-feu est fixé à une heure du matin à Santiago... Mais les boîtes ont rouvert, les discothèques aussi... »

« Bien sincèrement »  
Danielle Hunebelle

A l'appui un interview de l'amiral José Toribio Merino qui explique :

« Nous avons dévalué l'escudo en l'alignant autant que possible sur le dollar. Ensuite nous avons abandonné les contrôles et laissé les prix suivre la loi du marché. Enfin nous avons bloqué les salaires à 5 fois leur niveau de janvier 73. Nous supprimons toute consommation non strictement indispensable. Nous coupons dans les dépenses publiques. »

Seule ombre au tableau, convient Merino :

« Des terroristes potentiels, je pense qu'il y en a plein les rues. C'est pourquoi nous conservons le couvre-feu. Nous ne permettrons pas à l'extrême-gauche de se regrouper avant de lui avoir démontré la vanité d'un tel effort ».

Ci-joint un tableau des différents crédits accordés par les U.S.A., le Brésil, l'Argentine, le Canada, le F.M.I., soit 595 millions de dollars US...

« Le Club de Paris (rassemblant annuellement les 13 créanciers occidentaux du Chili) s'est montré plutôt conciliant. La pression négative exercée sur le gouvernement allemand par la gauche du parti social-démocrate (l'Allemagne est le plus grand créancier du Chili après les Etats Unis et la Grande-Bretagne) a été levée juste à point... »

Chili n°6 le 1er mars 1974  
LA LETTRE INTERNATIONALE  
DE DANIELLE HUNEBELLE  
Siège social : 15 Avenue Victor Hugo-  
75 116 Paris  
Administration : 3 Bd Wallace 92 200  
Neuilly  
Tél : 624-54-37

Lecteurs de « Rouge », qui venez de lire ces « bons conseils », vous êtes maintenant aussi bien informés que les P.D.G. auxquels ils étaient destinés. En principe seuls les membres de la grande famille spirituelle, morale, politique de Valéry Giscard d'Estaing auraient dû lire ces lignes strictement confidentielles. « Rouge » tient à la disposition du grand public les origines, les contacts, les canaux d'expédition et tous les renseignements complémentaires concernant ceux qui, partis de France, sont accueillis au Club de Golf par l'amiral José Toribio Merino dit « le chacal ». Le cynisme des rédacteurs de cette lettre aux grands détenteurs de capitaux est tout un symbole : voilà les mobiles des bourreaux, des tortionnaires du peuple chilien, voilà, au grand jour, l'ennemi de classe que les travailleurs du monde entier doivent abattre, voilà l'Internationale du capital, l'Internationale du crime et du profit, celle qui va dans les night-club de Santiago tirer bénéfice des 25 000 cadavres du « coup » du 11 septembre. Des longs commentaires sont superflus : nous aurons à prendre la relève de nos camarades, nos frères, tombés au Chili. Et qu'ils tremblent, les bourreaux et les profiteurs ! Plus que jamais solidarité avec les travailleurs chiliens ! Leur combat est le nôtre !

G.F.

# DEMISSION DU GOUVERNEMENT D'ULSTER

La grève générale menée par les ultras protestants a enregistré son premier succès. Après quinze jours de terreur vis-à-vis de ceux qui voulaient travailler, après quinze jours de coupure d'approvisionnement en énergie, les fascistes ont obtenu la démission du gouvernement « modéré » d'Ulster.

Cette grève avait été suivie massivement par la classe ouvrière protestante qui a envoyé, aux dernières élections, pour le Parlement de Londres, 11 députés extrémistes sur 12 sièges à pourvoir. Cette adhésion des travailleurs protestants à des racines profondes dans le développement de l'Irlande.

« La classe ouvrière protestante a une conscience d'esclave car elle se considère au-dessus d'un peuple dont les conditions de servitudes sont pires que les siennes », James Conally, révolutionnaire irlandais, animateur du mouvement d'émancipation de 1916 exprimait ainsi dès le début du siècle la position privilégiée des travailleurs protestants par rapport aux catholiques. Cet état de fait n'a pas fondamentalement changé.

Le gouvernement modéré de Faulkner a démissionné. Il s'appuyait principalement sur les couches moyennes protestantes du Nord. Avec les gouvernements de Londres et de Dublin, sa politique s'est exprimée dans les accords de Sunningdale. Ceux-ci, signés en décembre 73, prévoyaient un conseil des ministres commun entre Dublin et Belfast, une représentation parlementaire commune et un secrétariat permanent. Ces

structures devaient, dans un premier temps, régler les questions économiques et sociales concernant l'Irlande entière. Ils étaient une réponse des classes dominantes à la pression des masses catholiques. Les ultras protestants ont considéré cet accord comme un profond recul. Ils ont imposé dans un premier temps la suspension jusqu'à 1977 des deux dernières mesures. Renforcés après les élections au parlement de Londres, ils ont décidé de casser le gouvernement Faulkner par une grève générale. Grâce à l'appui de l'ensemble des travailleurs et employés protestants, leur action a été un succès.

## LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE FACE A LA CRISE

La politique qu'ils vont adopter maintenant est simple. Entamer des négociations avec Londres en vue d'obtenir de nouvelles élections au parlement de Belfast et l'abrogation de Sunningdale. Parallèlement, les actions militaires contre les catholiques vont s'accroître. Les quartiers de l'est et du nord de Belfast où existent des enclaves catholiques risquent de subir ces assauts très prochainement. La politique de négociations et terreur est aujourd'hui terriblement efficace. Pour le gouvernement de Londres, c'est une situation très délicate. Il ne peut casser la guerre des protestants. L'armée est trop faible pour une telle tâche. Et la situation est trop explosive pour que des concessions aux catholiques contre les privilèges protestants garantissent même pour un temps les intérêts du capitalisme britannique. Ainsi, Wilson va probablement céder sur certains

points et particulièrement accentuer la répression contre les organisations catholiques, donnant ainsi des gages de bonne volonté aux ultras.

## LA DEFENSE DES QUARTIERS CATHOLIQUES

La communauté catholique qui vit depuis 15 jours dans la terreur s'est néanmoins organisée. Le ravitaillement en nourriture et surtout l'autodéfense sont pris en charge collectivement. Les IRA jouent un rôle essentiel dans cette défense. Mais l'éducation existant depuis de nombreuses années dans les ghettos dépasse largement le seul cadre de ces groupes. La phase actuelle ressoude les catholiques et influe sur la ligne politique des organisations. Le SDLP va sûrement être à l'initiative d'actions telles que le non paiement des loyers, etc. qui lui donneraient de la crédibilité pour négocier plus tard avec l'impérialisme britannique. Les « officiels » qui vont sans doute scissionner cet été d'une aile qui privilégie les actions militaires, se trouvent unis dans la défense des ghettos.

Les révolutionnaires du Sud et du Nord, nos camarades du RMG, organisent l'aide matérielle (médicaments, matériel d'auto-défense, etc.) absolument nécessaire aux catholiques. Ils intensifient la propagande pour le retrait des troupes britanniques et le combat contre les bandes armées fascistes.

Dénonçant les organisations petites-bourgeoises ou réformistes, il faut réaffirmer la nécessité d'une lutte totale contre tous les piliers de l'oppression des masses exploitées catholiques au Nord.

INTERVIEW D'UN MEMBRE DE LA COMPAGNIE DU

## THEATRE DU SOLEIL



**Le théâtre du Soleil est muet depuis bientôt un an. Où en êtes-vous, que préparez-vous ?**

Surprendrai-je qui que ce soit en disant que nous préparons un spectacle, qui sera présenté à la Cartoucherie de Vincennes, aux alentours du 20 septembre 1974 ? Ce spectacle, comme 1789 ou 1793 racontera l'histoire des peuples, telle qu'on ne nous l'enseigne jamais à l'école et, dans ce cas précis, ce serait difficile puisqu'il s'agit pour nous de parler des années 70. Donc, le thème général du spectacle est « la lutte des classes dans les années 70 ». Ceci n'en constitue pas le titre puisque nous n'en avons pas encore. Nous n'avons pas encore de spectacle non plus d'ailleurs, car même si nous sommes très avancés sur le plan scénographique, sur le plan des comédiens, nous nous attachons d'abord à construire une troupe de personnages capables par leurs fonctions, de représenter un courant social dans le spectacle. L'avantage de ce travail basé au départ sur la Comedia Dell'Arte, sera tel que, en possession de ces personnages, nous pourrions changer des parties importantes du spectacle tous les deux ou trois mois, en fonction de l'actualité.

**Mais à l'heure actuelle, comment vit la troupe et comment vivent les comédiens ?**

Ah ! voilà un de nos gros problèmes ; la troupe vit officiellement avec une subvention de 50 Millions anciens qui n'est pas encore arrivée, ce qui fait que nous avons du emprunter dans les banques. Sur l'argent que nous allons toucher, il faudra donc prélever 3 millions, représentant les intérêts du prêt. Les salaires des membres de la compagnie étaient de 1500 F par mois, égaux pour tous, soit environ 11 Millions par mois, charges sociales comprises. Il était inenvisageable que la compagnie les prenne en charge. Nous nous sommes tous inscrits au chômage et un jour sur deux, nous nous réunissons pour répéter, l'autre jour étant réservé à des travaux divers nous permettant de survivre.

**La Cartoucherie risque-t-elle de vous être retirée ?**

Si nous acceptons d'avoir les pieds dans l'eau du bac à dauphins que va construire la ville de Paris à l'endroit du parking, si nous nous contraignons à jouer à voix basse pour ne pas troubler l'ordre public, si nous nous refusons à soutenir toute manifestation politique, nous pourrions rester à la Cartoucherie de nombreuses décennies. Dans le cas contraire, il est possible que dans un temps plus ou moins long, nous soyons obligés de quitter les lieux.

**Nous espérons que la ville de Paris, qui nous a affirmé que nous pourrions rester encore deux ans, tiendra sa promesse... Ne riez pas !**

**Dans ces conditions, comment pouvez-vous produire ce prochain spectacle ?**

Parce que nous sommes inébranlables. Nous considérons notre activité au Théâtre du Soleil comme une activité militante, tous nos spectateurs sont pour nous des sympathisants. Ils sont 300.000 grâce à leur aide morale et financière, puisque nous mettons en vente dès maintenant des billets pour le prochain spectacle, grâce aux peintres, aux photographes qui ont vendu leurs œuvres à notre profit, nous réussirons ce que, seuls, nous n'aurions pu faire : notre prochain spectacle.

**Vous avez tourné 1789 présenté à Cannes dans le cadre de la semaine de la Critique ; comptez-vous sur la vente et la distribution de ce film pour résoudre vos problèmes financiers ; et qu'avez-vous cherché en le tournant ?**

L'argent rattrapé par la distribution de ce film (film très réussi, cela dit en passant) sera un élément de plus pour résoudre notre problème financier. Seulement nous ne savons ni quand ni comment il sera distribué. Ce film est beaucoup plus que pour le spectacle, l'œuvre d'Ariane Mnouchkine ; l'argent profitera à la Compagnie bien sûr mais la réalisation lui en incombe tout spécialement. Je crois qu'il répond à l'envie que nous avons de montrer une expérience théâtrale au cinéma.

**Que peut-on faire pour vous aider ?**

Soit nous donner cent millions en liquide tout de suite. Soit faire connaître notre situation et nous aider à organiser la diffusion des billets pour le spectacle. Je crois qu'il est important de préciser que pour nous, la vente des billets en masse et le plus vite possible est vitale.

Les billets sont vendus au même prix que pour 1793, soit 15 F00 pour les individuels et 11 F00 pour les collectivités, étudiants, chômeurs. Il existe aussi des billets de soutien au prix de 25 F00 et 100 F00.

**N.B. : les billets sont en vente à la FNAC (Etoile, Châtelet, Montparnasse), au COPAR, à la Cartoucherie de Vincennes (sur place ou par correspondance), à la librairie Rouge.**

## NOUVELLES PARUTIONS

— Poche Rouge n° 10  
Du Fascisme. Ernest Mandel  
8 F au lieu de 10 F.

— Critiques de l'Economie politique  
n° 16-17

Amérique latine : accumulation et surexploitation.

14,50 F au lieu de 18 F.



GAMMA

## POURQUOI UN MOUVEMENT DE FEMMES ?

**Nous avons diffusé l'appel des militantes des groupes de quartier du MLF (« Pétroleuses ») à la rencontre nationale des femmes les 15 et 16 juin prochains. Deux militantes ont répondu à quelques questions de Rouge.**

**Vous faites parties de la tendance « lutte de classes » du MLF, et vous avez sorti un journal intitulé « Les Pétroleuses ». Pouvez-vous nous dire qui vous êtes, comment vous êtes nées, quelle est votre histoire ?**

● **Michèle :** Nous sommes un rassemblement de groupes de femmes, à l'origine dans la tendance MLF « Groupes de quartiers ». Début 72 est apparue la plate-forme des cercles « Elisabeth Dimitriev », plate-forme qui voulait constituer une espèce de plate-forme « lutte de classes » dans le MLF.

A partir de ce moment, se sont démantées plusieurs tendances dans le MLF, les Féministes-Révolutionnaires, Psychanalyse et Politique qui est peu connue parce qu'elle n'a pas d'extériorisation, et puis les « groupes de quartier ». Les groupes de quartier, c'était surtout des filles qui étaient organisées politiquement; surtout des filles qui ne remettaient pas en question le fait qu'il y a lutte de classe, qu'il est nécessaire de faire la révolution, instaurer le socialisme et le communisme. C'était une divergence importante avec certains groupes du MLF qui disaient : le marxisme, c'est un schéma mâle.

C'était en plus une certaine pratique, de quartier : essayer de réinventer une pratique, dans la mesure où les groupes d'extrême-gauche dont ces filles étaient issues avaient complètement raté la question de l'oppression des femmes, la question de l'organisation des femmes, pour nous, il fallait trouver les thèmes pour mobiliser les femmes, les moyens pour s'organiser.

Ça a été une première période : dans certains quartiers, comme par exemple le groupe 18ème, il y a eu des trucs fantastiques. Par exemple, sur la question de l'avortement après la déclaration des 343 femmes qui affirmaient avoir avorté, elles ont fait signer des pétitions, elles ont organisé des débats autour du film « Le sel de la terre » avec plus de 300 personnes, et ce n'était pas des intellectuels ! Vraiment elles avaient une audience de masse.

Toute une série de groupes ont eu une existence réelle sur leurs quartiers. Une chose à remarquer, il n'y avait pas de groupe de femmes dans les entreprises alors que maintenant oui.

Ça a été une première période. Au bout de deux ans, parties sur ce premier souffle, on avait commencé à parler de l'oppression des femmes, ça avait eu un certain impact mais c'est retombé petit à petit. Il y avait toujours des filles motivées, mais qui ne trouvaient pas les moyens de s'organiser et des objectifs de luttes. Pendant cette période de reflux, la majorité des femmes qui se retrouvaient dans ces groupes, c'étaient des intellectuelles, des enseignantes, des employées ( beaucoup ! des secrétaires ).

En même temps, s'étaient créés des groupes issus d'organisations politiques, par exemple des groupes issus du PSU qui ne se reconnaissaient pas dans la tendance des groupes de quartier, n'acceptaient pas le sigle MLF, fondaient souvent des groupes « femmes en lutte ». Le problème posé par

ces filles, c'est pas résolu aujourd'hui. Les discussions demeurent.

**Pierrette :** Ces femmes veulent « mobiliser » les femmes, les « prendre en charge », c'est à dire continuer à les maintenir dans un rôle passif. Un acquis des F.R. et de « Psychanalyse et Politique », c'est que c'est aux femmes de se prendre en charge, il faut leur permettre de prendre conscience elles-mêmes de leur oppression, dans le cadre des discussions au sein d'un groupe. C'est un pas important qui a été fait. On ne va pas « aux femmes » comme on allait « aux ouvriers » en 68 ! Lutter pour l'avortement, c'est pas seulement lutter pour un mot d'ordre, mais lutter directement pour prendre possession de son corps. Ce qui est important, et c'est valable pour toutes les luttes aujourd'hui, c'est de permettre une prise en charge réelle par les gens concernés de leurs luttes. Il faut voir qu'on est marqué par les réformistes qui considèrent la classe ouvrière comme des enfants. C'est important par exemple dans les entreprises de ne pas seulement demander des commissions syndicales femmes, mais des groupes autonomes, pour que les femmes se sentent personnellement impliquées.

**Pouvez-vous expliquer ce que ça veut dire qu'un mouvement autonome de femmes, quelles fonctions il a aujourd'hui ? Pourquoi un mouvement non mixte ?**

● **Pierrette :** Le but de l'oppression c'est d'isoler les femmes pour que, sans se

poser de questions, elle puissent retransmettre l'idéologie bourgeoise au niveau des mêmes et puis tout recommence, éternellement... Faire éclater l'isolement des femmes, c'est quelque chose d'extraordinaire ! quand on arrive à parler de notre oppression, on s'aperçoit qu'on est pas toute seule !

**Michèle :** Il n'est pas question de mettre dans un mouvement qui lutte contre l'oppression des femmes, les oppresseurs. Or, les hommes sont objectivement des oppresseurs, même s'ils sont pleins de bonne volonté, et il y en a. Minoritaires, c'est vrai, il faut le dire... Et on le voit même au niveau du MLAC, où il y a une grande majorité de femmes, qui est-ce qui parle tout le temps ? ce sont les hommes. Ne serait-ce qu'au niveau de l'expression, il est exclu qu'il y ait des groupes mixtes. Et je crois qu'il y a toute une série de trucs qu'on arrive à sortir s'il n'y a pas d'hommes. Il y a des choses que, en présence d'hommes, soit on ne dira pas, soit on dira de manière exhibitionniste. Je ne dis pas que les problèmes sont résolus parce qu'on est entre femmes. Ce n'est pas le « pied » ; c'est loin d'être le paradis !

Et puis tout le subjectif n'est pas mineur.

Ce que nous ressentons est ressenti par énormément de femmes, ça a donc une dimension collective.

Et puis, il y a aussi toutes nos revendications, dans notre travail, sur un quartier. Les hommes ne sont pas « secrétaires », ne sont pas « infirmières ». Enfin, il y a des hommes infirmiers, mais une infime minorité, et puis secrétaire, il ne doit pas y en avoir des masses. Ce que cela représente comme type d'exploitation particulière, d'être secrétaire, seules des femmes organisées peuvent le dire. Car ce qui va être pris en charge dans le syndicat, c'est leurs revendications comme si elles étaient seulement des travailleuses. Alors qu'en tant que secrétaire, ou en tant qu'infirmière, on a d'autres types de revendications. Et c'est les travailleuses elles-mêmes qui peuvent mettre en avant leurs revendications.

**Comment faire aboutir ces revendications spécifiques dans l'état actuel des choses ? En dehors des forces organisées du mouvement ouvrier, cela me paraît difficile. Comment faire aboutir les revendications d'une campagne qui pourrait être menée par le mouvement de femmes, sur les crèches par exemple, sinon en s'alliant avec le mouvement ouvrier ?**



« Assez d'être fêtées une journée, exploitées toute l'année ». Angers, 27.05.74 : samedi après-midi, place du Ralliement : c'est la première apparition publique du groupe angevin « femmes en lutte ». Une quinzaine de femmes du groupe, sur l'air de la Carmagnole, en quelques sketches courts et mordants, a décidé de démystifier la fête des mères. En même temps elles se sont expliquées « La fête des mères nous la fêterons quand nous aurons le droit d'avoir des enfants quand nous le désirons, de ne pas en avoir quand nous ne le désirons pas ». Elles revendiquent « la contraception et l'avortement libres et remboursés par la Sécurité Sociale, des crèches gratuites ouvertes 24 h sur 24... ». Evidemment, elles ont eu droit au contrôle de police qui a provoqué des manifestations de solidarité de la part des gens présents.

● **Pierrette :** Le problème c'est de ne pas démissionner. C'est effectif que c'est au niveau des syndicats que ça peut aboutir, mais il ne faut pas démissionner devant la bureaucratie. C'est un problème qui concerne les travailleurs, dans leur ensemble. C'est qu'ils démissionnent de leurs luttes, et les bureaucrates savent bien les faire démissionner de leurs luttes...

Mais si les femmes sont organisées de façon autonome, si elles sentent la solidarité entre elles, si elles se sentent assurées, elles seront bien plus capables d'imposer de façon dynamique leurs revendications au sein du syndicat et face aux patrons.

**Michèle :** Mais je crois que ce qui est important, ce n'est pas un groupe, mais un mouvement, des groupes... C'est le mouvement qui peut être garant qu'un certain nombre de revendications puissent être satisfaites. Imaginons un seul groupe, isolé sur une boîte ou sur un quartier, quelle force ce groupe va avoir ? Très faible ! Regardons maintenant. Ce n'est pas un hasard que la CGT ait été obligée de faire une conférence sur les femmes salariées. Ça a commencé par un couplet anti-MLF, travestissant le mouvement. Dès l'introduction, la CGT a attaqué le fait que les femmes se soient organisées. Pourtant, ils sont obligés d'en tenir compte... Exemple : le 8 mars, la CGT a organisé une manifestation de femmes ! Ce qui montre bien qu'il faut qu'ils tiennent compte d'une nouvelle sensibilité des femmes sur ces questions.

Un mouvement de femmes, c'est aussi un moyen de ne pas poser que des revendications partielles. Quel est le gros problème d'une femme dans une boîte ? Dans une boîte composée exclusivement, ou à majorité de femmes, qui mène une lutte très dure ? Le rôle du mouvement c'est de montrer le rôle que la femme joue dans une famille comme pilier de la structure familiale.

Si ce n'est pas son rôle social au sein de la famille qui est remis en question, une fois que la lutte sera terminée, elle va retourner dans son foyer. Les interviews qui ont été faites à Lip sont assez révélatrices. Celles qui avaient 45-50 ans, qui n'avaient plus à s'occuper des enfants, certaines étaient veuves ou divorcées. Elles disaient : « Moi, j'ai pris l'habitude de ne plus faire le ménage chez moi ». Et puis, c'est terminé. Mais il y avait aussi une jeune femme de 24 ans qui était là, qui disait que c'était quand même un problème important, et quand on lui a demandé si elle avait recommencé à faire le ménage chez elle, elle avait répondu oui... A Lip, un premier pas a été fait pour rompre avec leur oppression, parce qu'elles ont arrêté d'être soumises, passives. Mais je crois qu'il y a un autre pas à faire, c'est de remettre en cause le rôle de la femme au sein de la structure familiale. Et ça, c'est le rôle du mouvement.

Mais le gros problème, c'est que le mouvement de femmes ne peut pas vivre replié sur lui-même. Il doit mener des luttes, sinon ce sera le reflux comme ça l'a été ces dernières années... Pour le moment, nous préparons activement la rencontre nationale des femmes du 15 et 16 juin. Cette rencontre devrait permettre de faire la jonction entre les groupes d'entreprise qui se sont créés cette année dans les luttes et les groupes de quartier que nous sommes. On espère que viendront les femmes de Lip, de Cerisay. De nombreuses militantes du MLAC pourront échanger leurs expériences. Il devient urgent qu'on se coordonne, pour peser dans la vie politique !

### COMMUNIQUE DU MLAC

■ **Giscard à la barre !** Les femmes ont compris qu'elles n'avaient rien à attendre d'un président soutenu par toute la vieille réaction dont Royer et les fascistes d'Ordre Nouveau qui protègent les meetings de « Laissez-les Vivre ». A peine élu, il s'empresse d'envoyer ses CRS à Cannes pour interdire brutalement la projection d'« Histoires d'A ».

Face à cette situation, le MLAC :

— réaffirme sa volonté de continuer son combat pour l'avortement et la contraception libres et remboursés,

— soutient résolument tous ceux qui luttant sur ces objectifs, sont en butte à la répression, en particulier les trois travailleurs de l'hôpital universitaire licenciés pour avoir pratiqué un avortement dans l'hôpital, et dont le procès a lieu le 6 juin.

Le MLAC appelle à un meeting de soutien le mardi 4 juin, 20 h 30, 44 rue de Rennes ; et à un rassemblement lors du procès le 6 juin à 9 h 30 devant la mairie du XIVème.

Coordination parisienne du MLAC